



## Conseil économique et social

Distr. générale  
28 février 2017  
Français  
Original : anglais

### Session de 2017

28 juillet 2016-27 juillet 2017

Point 17 de l'ordre du jour

### Organisations non gouvernementales

## Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2017

New York, du 30 janvier au 8 février et le 24 février 2017

### Résumé

À sa session ordinaire de 2017, qui s'est tenue du 30 janvier au 8 février et le 24 février 2017, le Comité chargé des organisations non gouvernementales était saisi de 524 demandes d'admission au statut consultatif, dont 235 demandes dont il avait reporté l'examen lors de sessions antérieures. Il a recommandé au Conseil économique et social d'accorder le statut consultatif à 269 des organisations ayant présenté une demande, reporté l'examen de 221 demandes à la reprise de sa session en 2017 et clos sans préjudice l'examen des demandes de 31 organisations qui n'avaient pas répondu aux questions qui leur avaient été posées à deux sessions consécutives. Le Comité était par ailleurs saisi de cinq demandes de reclassement, dont deux ont reçu son aval, dont il a recommandé que deux soient approuvées et décidé de reporter l'examen des trois autres. Il a examiné sept demandes de changement de nom, a pris acte de six d'entre elles et a reporté l'examen d'une autre. Il était également saisi de 450 rapports quadriennaux et a pris note de 352 d'entre eux. Le Comité a entendu les représentants de 15 des 198 organisations non gouvernementales qui assistaient à la session.

Le présent rapport contient sept projets de décision sur lesquels le Conseil économique et social est invité à se prononcer.

Aux termes du projet de décision I, le Conseil déciderait :

a) D'accorder le statut consultatif à 269 organisations non gouvernementales;

\* Nouveau tirage pour raisons techniques (17 avril 2017).



b) De reclasser deux organisations non gouvernementales ayant le statut consultatif;

c) De noter que le Comité a décidé de prendre acte du changement de nom de six organisations non gouvernementales;

d) De noter que le Comité a pris acte des rapports quadriennaux de 352 organisations non gouvernementales, dont des rapports nouveaux ou déjà présentés;

e) De clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes d'admission au statut consultatif présentées par 31 organisations non gouvernementales qui n'ont pas répondu aux questions qui leur ont été posées à deux sessions consécutives;

f) De clore l'examen des demandes d'İstanbul Fikir Araştırmaları Derneği et de Hazar Strateji Enstitüsü Derneği;

g) De ne pas accorder le statut consultatif à l'organisation non gouvernementale Christian Solidarity Worldwide.

Aux termes du projet de décision II, le Conseil déciderait de retirer son statut consultatif à l'organisation non gouvernementale Kimse Yok Mu.

Aux termes du projet de décision III, le Conseil déciderait de retirer son statut consultatif à l'organisation non gouvernementale Gazeteciler ve Yazarlar Vakfı\*.

Aux termes du projet de décision IV, le Conseil déciderait de retirer son statut consultatif à l'organisation non gouvernementale Türkiye İşadamları ve Sanayiciler Konfederasyonu.

Aux termes du projet de décision V, le Conseil prendrait note de la décision du Comité selon laquelle il ne pouvait pas entrer en contact ou communiquer avec les trois organisations qui n'avaient plus d'existence légale et pour lesquelles il avait recommandé le retrait du statut consultatif à sa 1<sup>re</sup> séance, le 30 janvier 2017 pour cette raison.

Aux termes du projet de décision VI, le Conseil prendrait note de la demande d'une organisation non gouvernementale souhaitant être rayée de la liste des organisations dotées du statut consultatif.

Aux termes du projet de décision VII, le Conseil prendrait note du présent rapport.

---

\* Nom dont la traduction en anglais est « Journalists and Writers Foundation ».

## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention . . . . .	5
Projets de décision soumis au Conseil pour adoption . . . . .	5
Projet de décision I	
Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales . . . . .	5
Projet de décision II	
Retrait du statut consultatif de l'organisation non gouvernementale Kimse Yok Mu . . . . .	25
Projet de décision III	
Retrait du statut consultatif de l'organisation non gouvernementale Gazeteciler ve Yazarlar Vakfi* . . . . .	25
Projet de décision IV	
Retrait du statut consultatif de l'organisation non gouvernementale Turkiye Isadamlari ve Sanayiciler Konfederasyonu . . . . .	26
Projet de décision V	
S'abstenir d'entrer en contact ou de communiquer avec les trois organisations qui n'ont plus d'existence légale et pour lesquelles le Comité chargé des organisations non gouvernementales a recommandé le retrait du statut consultatif à sa 1 <sup>re</sup> séance, le 30 janvier 2017 pour cette raison . . . . .	26
Projet de décision VI	
Demande de retrait du statut consultatif . . . . .	26
Projet de décision VII	
Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2017 . . . . .	26
II. Demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement et rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales . . . . .	26
A. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures . . . . .	27
B. Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement . . . . .	40
III. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil . . . . .	50
A. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen avait été reporté à la reprise de la session du Comité . . . . .	50
B. Examen des rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil . . . . .	53
IV. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat . . . . .	54

\* Nom dont la traduction en anglais est « Journalists and Writers Foundation ».

---

V.	Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil, notamment en ce qui concerne le processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil . . . . .	55
VI.	Examen de rapports spéciaux et plaintes d'États Membres . . . . .	55
VII.	Organisation de la session . . . . .	62
	A. Ouverture et durée de la session . . . . .	62
	B. Participation . . . . .	62
	C. Élection du Bureau . . . . .	62
	D. Ordre du jour . . . . .	62
VIII.	Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa session ordinaire de 2017 . . . . .	64
Annexes		
I.	Lettre datée du 31 janvier 2017, adressée au Chef par intérim du Service des organisations non gouvernementales par le Représentant permanent adjoint de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies . . . . .	65
II.	Lettre datée du 23 janvier 2017, adressée au Président du Comité chargé des organisations non gouvernementales par la Mission permanente de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies . . . . .	66

## I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention

### Projets de décision soumis au Conseil pour adoption

1. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales recommande au Conseil économique et social d'adopter les projets de décision ci-après :

#### Projet de décision I

#### **Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales**

Le Conseil économique et social décide :

a) D'accorder le statut consultatif aux 269 organisations non gouvernementales ci-après :

#### *Statut consultatif spécial*

5 Gyres Institute

Action sécurité éthique républicaines

Adaamasunle Foundation

African Development Assistance Consult

African Green Foundation International

African Woman and Child Feature Service

Agence de développement économique et social

Agro Professional Care Foundation-Yola

Al Baraem Association for Charitable Work

Amis des enfants

Amis du Projet Imagine

Apostolic Ministerial International Network

Ashiana Collective Development Council

Asistencia Legal por los Derechos Humanos

Asociatia Tehnopol Galati

Asocio Esperanto Radikala

Association AMOR

Association de l'éducation environnementale pour les futures générations

Association de lutte contre la pauvreté

Association des femmes pour la paix et encadrement des familles

Association for Development, Education and Labour

Association for Promotion Sustainable Development

Association for Rural Area Social Modification, Improvement and Nestling  
Association gabonaise pour les Nations Unies  
Association MIMAN  
Association nationale des échanges entre jeunes  
Association nationale du civisme  
Association of Christian Counsellors of Nigeria  
Association of the Egyptian Female Lawyers  
Association of Youths with Vision  
Association pour l'éducation et la santé de la femme et de l'enfant  
Association pour le développement culturel  
Association pour le développement durable, la promotion des droits humains et la lutte contre la pauvreté  
Association respect Cameroun  
Association solidarité pour les personnes vivant le veuvage  
Association tunisienne de la santé de la reproduction  
Association Un monde avenir  
Associazione per i Diritti Umani e la Tolleranza  
Avabe Initiative for Community Development  
Ballerina Management Institute  
Bangladesh Jatiyo Mahila Ainjibi Samity  
Barrackpore Elderly Care Society  
Ben Newman Hope Care Foundation  
Better World  
Biedrība « Donum Animus »  
Blessing for Romania World Ministry  
Blood Donors Organisation for Social Service, Pakala  
Books to Africa International  
Build Africa  
Bureau d'informations, formations, échanges et recherches pour le développement  
Burleson Institute  
Campanha Latino-Americana pelo Direito à Educação – Brasil  
Canadian Centre on Disability Studies  
Caribbean Policy Development Centre  
CDP Worldwide

Center for the Global Study of Social Enterprise  
Center for the Human Rights of Users and Survivors of Psychiatry  
Center of Food Industries Association  
Centre africain d'échange culturel  
Centre d'action pour le développement rural  
Centre d'éducation et de développement pour les enfants mauriciens  
Centre d'information et de promotion de l'image d'une nouvelle Afrique  
Centre d'observation et de promotion de l'état de droit  
Centre for Convention on Democratic Integrity  
Centre for Corrections and Human Development  
Centre for Gerontological Studies  
Centre for Peace, Culture and Environmental Studies  
Centre for Women Studies and Intervention  
Change Managers International Network  
Chikka Federation of India  
Child Soldiers International  
Cities of Peace  
Combite pour la paix et le développement  
Community Active in Development Association  
Community Research and Development Organization  
Congregation of the Mission  
Congressional Black Caucus Political Education and Leadership Institute  
Consultation Evaluation Education  
Coordination nationale des associations des consommateurs  
Cornerstone Mount Group  
Council of Technical Education and Training  
Cultural Meeting Foundation  
Death Penalty Focus  
Department of Political Science and Public Administration of the University of Athens Alumni Association  
DESSI International  
DHRUVH-Social Awareness Forum  
Diligent Care for Creative Intelligence Development  
Disability Organisations Joint Front

Disability Rights Fund  
Distance Education for Africa  
DIYNGO  
Drug Policy Australia  
Dynamic Youth Development Organization  
East Africa Consortium International  
El Ghad Essihi pour le développement et la protection de l'environnement en Mauritanie  
Enosh – Israeli Mental Health Association  
Entrepreneurship Development and Support Initiative  
Environment Conservation Organization – Foundation for Afforestation, Wild Animals and Nature  
Equal Rights for Persons with Disabilities International  
Équilibres et populations  
ERAN – « Israel's Association for Emotional First Aid via the Telephone, in memory of Dr. A. Zaslany »  
EUROGEO  
Europe Business Assembly  
European Network on Independent Living  
Fairways Accommodation Support Trust  
Fédération internationale des coalitions pour la diversité culturelle  
Finance Center for South-South Cooperation  
First Ladies' Initiative  
Fondation espoir et vie  
Fondation Kalipa pour le développement  
Fondation vivons ensemble  
Fondazione Proclade Internazionale  
Forum Droghe Associazione Movimento per il Contenimento dei Danni  
Foundation for Disabled Women  
Foundation of International Servant Leadership Exchange Association  
Friendasia  
Fundação Museu do Futuro  
Fundacja Instytut na rzecz Kultury Prawnej Ordo Iuris  
Girls Education Mission International  
Global Fund for Widows



Global Health Review  
Global Initiative for Inclusive Information and Communication Technologies  
Global Institute for Water, Environment and Health  
Grameen Development and Poverty Alleviation Sangstha  
Green Light Project  
Guinée humanitaire  
Habitat Alliance  
Hacey's Health Initiative  
Hashoo Foundation  
Heal the Planet Global Organisation  
Health of Mother Earth Foundation  
Healthy Caribbean Coalition  
Hip-Hop Dance Conservatory Foundation  
Holly Heart United  
Holt Children's Services  
Holt International Children's Services  
Honeypot Village  
Human Appeal International (United Kingdom)  
Human Development Society, the Gambia  
Human Rights Consortium  
Humanitarian Ambassadors  
Idara-i-Talim-o-Aaghai (Centre for Education and Consciousness) Public Trust  
Initiative : Eau  
Institute for Youth Development  
International Association for Hospice and Palliative Care  
International Emergency and Development Aid  
International Human Rights Protector's Group  
International Institute of Space Law  
International Movement for Advancement of Education Culture Social and Economic Development  
International Network of Women Engineers and Scientists  
International Port Community Systems Association  
International Society for the Study of Trauma and Dissociation  
ISKCON Communications International

Jus Cogens  
Kadın ve Demokrasi Derneği  
Karlen Communications  
Kathak Academy  
Kids and Teens Resource Centre  
Kırmızı Biber Derneği  
Kuwaiti Society for Autism  
Lady Fatemah (A.S.) Charitable Trust  
Landsrådet for Norges barne-og ungdomsorganisasjoner  
Le pont  
Leadership Initiative for Transformation and Empowerment  
Leading Association Alryada for Development Studies and Human Rights  
Legal Resources Centre  
Let's Breakthrough  
Light House  
Lightup Foundation  
Lotus Initiative for the Blind  
Maawandoon  
Maher  
Major Groups Partnership on Forests  
Makhzoumi Foundation  
Man Up Campaign US  
Manav Seva Sansthan  
Mandala Transformation Foundation  
Manusher Jonno Foundation  
Marin Experimental Teaching, Training and Advising Center  
Mayan Families  
Monde des possibles  
Mouvement de la paix  
Multidisciplinary Association for Psychedelic Studies  
National Council of Catholic Women  
National Organization for Global Education  
National Society for Human Rights  
New Era Educational and Charitable Support Initiative

Newline Social Organization  
Next Century Foundation  
Novant Health  
Observatoire du crime organisé  
Onhappy Corporation  
Organisation constellée pour le développement économique et social de la commune des Gonaïves  
Organisation mauritanienne pour la lutte contre l'extrémisme et pour l'appui à l'unité nationale  
Organisation non gouvernementale des cercles nationaux de réflexion sur la jeunesse  
Orphelins, déplacés et incarcérés de Côte d'Ivoire  
P3 Foundation  
Partnership Network International  
Peace and Development Organization  
Peace and Livelihood Support Organisation  
Peacebuilders International  
People and Police for Egypt for Culture and Scientific Services  
People of Good Heart  
Pleaders of Children and Elderly People at Risk « PEPAINGO »  
Prajachaitanya Yuvajana Sangam  
Public Association Women's Organization « ALGA »  
Quintessential Business Women Association  
RADION International Foundation  
Regional Institute of Health, Medicine and Research  
Réseau communautaire pour le pauvre  
Réseau des femmes africaines pour la gestion communautaire des forêts  
Réseau guinéen des organisations des personnes handicapées pour la promotion de la convention internationale sur les droits des personnes handicapées  
Réseau national des organisations féminines pour la démocratie, la décentralisation, le développement durable et les droits humains du Mali (ou Réseau Wassa)  
Results Educational Fund  
RINJ Foundation  
Rural Planning and Developmental Organization  
Rural Relief Foundation  
Rural Women's Network Nepal

Rwanda Women Community Development Network  
Safe Campaign  
Save the Earth Cambodia  
SEALOEarth Corporation  
SERAC-Bangladesh  
Seventh Generation Fund for Indigenous Peoples  
Shirazi Foundation  
ShOObh Group Welfare Society  
Sivil Yaşam Derneği  
Social Economic and Governance Promotion Centre  
Society for Protection of Street and Working Children  
Society of Research Administrators International  
Society to Heighten Awareness of Women and Children Abuse  
SOS Rassismus und Diskriminierung Schweiz  
South Caucasus Office on Drugs and Crime  
Special Talent Exchange Programme  
Stichting KidsRights  
Stichting War Child  
Strategy for Mentoring Initiative and Leadership Empowerment  
Sukalyan Welfare Society  
Sulabh International Centre for Action Sociology  
Sustainable Development for Vulnerable Peoples in Bangladesh  
Swasti  
Takshila Education  
Tamil Uzhagam  
Thalassaemia International Federation  
Translators without Borders – US  
Truth Foundation  
Türkiye İş Kadınları Derneği  
Turnstone Global  
UP Planning and Development Research Foundation  
Ugonma Foundation  
Ukrainian Charity Fund « Social Partnership »  
Unchained at Last

Union C  
 United States Pharmacopeial Convention  
 United Zo Organization (USA)  
 urbaMonde – Suisse  
 US Climate Plan  
 Utpidit Samaj Sarokar Kendra, Pokhara  
 Virutcham Magalir Munnetra Kalzangiam  
 Women and Community Livelihood Foundation  
 Women Educators Association of Nigeria  
 Women Enabled  
 Women of Africa  
 Women with Disabilities Australia  
 World Forum for Ethics in Business  
 World Peace Volunteers  
 World Share  
 Young Heart Foundation  
 Zahra Trust

b) De reclasser les deux organisations non gouvernementales ci-après, qui étaient inscrites sur la liste, en leur octroyant :

Le statut consultatif général : Institute of International Law

Le statut consultatif spécial : World Council for Curriculum and Instruction

c) De noter que le Comité a décidé de prendre acte du changement de nom des six organisations non gouvernementales suivantes :

Bakhtar Development Network Switzerland (special, 2014) to Action for Development (Suisse)

International Federation of Family Associations of Missing Persons from Armed Conflicts (special, 2006) to Families of the Missing

NeuroCare Ethiopia (special, 2013) to Global NeuroCare

Stichting Rutgers WPF (special, 2004) to Rutgers

Women's Division of the General Board of Global Ministries of the United Methodist Church (special, 2014) to United Methodist Women

World of Hope International (special, 2008) to World Organization of Governance and Competitiveness

d) De noter que le Comité a pris acte des rapports quadriennaux des 352 organisations non gouvernementales suivantes<sup>1</sup> :

Abiodun Adebayo Welfare Foundation  
Academic Council on the United Nations System  
Academy of Criminal Justice Sciences (2011-2014)  
Academy of Mining Sciences  
ACT Alliance – Action by Churches Together  
Action Canada for Population and Development  
Africa Humanitarian Action  
African Agency for Integrated Development  
African Aid Organization  
African Canadian Legal Clinic  
African Centre for Community and Development  
African Development Association  
Agence de développement économique et culturel nord-sud  
Agence pour le développement intégré au Congo  
Agency for Cooperation and Research in Development  
Aging Research Center  
Agricultural Missions  
AIDS Healthcare Foundation  
Airline Ambassadors International  
Al Zubair Charity Foundation  
Alan Guttmacher Institute  
Albert B. Sabin Vaccine Institute  
Al-Haq  
All India Shah Behram Baug Society for Scientific and Educational Research  
Alliance for Africa  
Alliance for Arab Women  
All-Russian Public Organization of Disabled People with Multiple Sclerosis  
American Association of University Women  
American Planning Association  
Amizade  
Amman Center for Human Rights Studies (2010-2013)

---

<sup>1</sup> Les rapports concernent la période 2012-2015, sauf indication contraire.

Apne Aap Women Worldwide (India) Trust  
Arab Centre for the Independence of the Judiciary and the Legal Profession  
Arab Penal Reform Organization  
Architects for Peace  
Arigatou International  
Asabe Shehu Yar'Adua Foundation  
Asia Crime Prevention Foundation  
Asia-Japan Women's Resource Centre  
Asian Consultancy on Tobacco Control  
Asian Forum of Parliamentarians on Population and Development  
Asociación de Amigos de las Naciones Unidas  
Asociación Mujeres Unidas para el Microcrédito  
Asociación Regional de Empresas de Petróleo y Gas Natural en Latinoamérica y el Caribe  
Assemblea delle Donne per lo Sviluppo e la Lotta Contro l'Esclusione Sociale  
Associated Country Women of the World (2011-2014)  
Association de l'intervention pour les mères  
Association des jeunes pour l'agriculture du Mali  
Association Dunenyo  
Association for Progressive Communications (2011-2014)  
Association for Social and Environmental Development  
Association for the Prevention of Torture  
Association of Families and Women in Rural Areas  
Association of the Indigenous Peoples in the Ryukyus  
Association pour l'intégration et le développement durable au Burundi  
Association pour le développement de la société civile angolaise  
Association tunisienne des droits de l'enfant  
Autonomous Women's Center  
AVSI Foundation  
Awaz Centre for Development Services  
Baltic Sea Forum  
Beit Issie Shapiro – Amutat Avi  
Biovision Stiftung für ökologische Entwicklung  
Bischöfliches Hilfswerk Misereor

Bochasanwasi Shri Akshar Purushottam Swaminarayan Sanstha  
British Humanist Association  
Canadian Federation of Agriculture  
Canadian Labour Congress  
Cancer Aid Society  
Captive Daughters  
Caritas Internationalis (2011-2014)  
Carter Center  
Centa for Organisational Development  
Center for Africa Development and Progress  
Center for Egyptian Women's Legal Assistance Foundation  
Center for International Human Rights  
Center for Justice and International Law  
Center for Women's Global Leadership  
Central British Fund for World Jewish Relief  
Centre for Economic and Leadership Development  
Centre for Environment and Development  
Centre for Human Rights and Peace Advocacy  
Centre for Social Research  
Centre indépendant de recherches et d'initiatives pour le dialogue  
Centro de Estudios Legales y Sociales  
Centro UNESCO di Firenze  
Cercle de recherche sur les droits et les devoirs de la personne humaine  
Chabad: International Jewish Educational and Cultural Network  
Chamber of Commerce, Industry and Production of the Argentine Republic  
Chamber of Computer Logistics People Worldwide  
Charitable Institute for Protecting Social Victims  
Chicago TASC  
Child Family Health International  
Children Education and Social Welfare Society  
Children International  
China Association for Science and Technology  
China Care and Compassion Society  
China Society for Promotion of the Guangcai Programme



Climate Action Network Association  
Comisión para la Investigación de Malos Tratos a las Mujeres  
Compagnons d'action pour le développement familial  
Concile mondial de congrès diplomatiques des aumôniers pour la paix universelle des droits humains et juridiques  
Conectas Direitos Humanos (2010-2013)  
Congregation of Our Lady of Charity of the Good Shepherd  
Congress of Aboriginal Peoples  
Conseil des jeunes congolais de l'étranger  
Cooperazione Internazionale  
Coordinating Committee for International Voluntary Service (2010-2013)  
Corporación para la Defensa y Promoción de los Derechos Humanos – Reiniciar  
Corporación para la Investigación, el Desarrollo Sostenible y la Promoción Social  
Corps de réflexion et de planification pour l'utilité sociale  
Credo-Action (2011-2014)  
Cubraiti  
Deutsche Model United Nations  
Disarm Education Fund  
Drug Abuse Information Rehabilitation and Research Centre  
Eagle Eyes Association for Afghan Displaced Youth  
Earth Child Institute  
Earth Society Foundation  
Eastern African Sub-Regional Support Initiative for the Advancement of Women  
Ecoagriculture International  
Ecumenical Federation of Constantinopolitans  
Edmund Rice International  
Egyptian AIDS Society  
Elizabeth Glaser Pediatric AIDS Foundation  
Endeavour Forum  
Environmental Development Action in the Third World  
European Federation of Older Students at Universities  
European Network of Policewomen  
European Union Association in the United States  
Famille debout

Family Action Foundation  
Federación de Mujeres Progresistas  
Federación Española de Mujeres Directivas Ejecutivas Profesionales y Empresarias  
Federación Estatal de Lesbianas, Gays, Transexuales y Bisexuales  
Federatie van Nederlandse Verenigingen tot Integratie van Homoseksualiteit – COC Nederland  
Federation of Environmental and Ecological Diversity for Agricultural Revampment and Human Rights  
Federation of European Motorcyclists Associations  
Federation of Western Thrace Turks in Europe (2010-2013)  
Femmes solidaires  
Fondation des œuvres pour la solidarité et le bien-être social  
Fondation Ostad Elahi : éthique et solidarité humaine  
Fondation pour l'étude des relations internationales et du développement  
Fondazione Don Carlo Gnocchi  
Food and Water Watch  
Forest Stewardship Council  
Forum for Women and Development – FOKUS (2011-2014)  
Foundation ECPAT International  
Foundation for GAIA  
Foundation for Global Sports Development  
Foundation for Human Horizon  
Foundation for Subjective Experience and Research  
Foundation for the Child and the Family  
Foundation for the Social Promotion of Culture  
Foundation for the Support of the United Nations  
France terre d'asile  
Franciscans International (2011-2014)  
Fraternité Notre Dame  
Freemuse: the World Forum on Music and Censorship  
Fundação de Assistência Médica Internacional  
Fundación Argentina a las Naciones Camino a la Verdad  
Fundación Cultural Baur  
General Research Institute on the Convention on the Rights of the Child  
Geneva Infant Feeding Association

---

Global Alliance for Improved Nutrition  
Global Economist Forum  
Global Eco-Village Network  
Global Family for Love and Peace  
Global Hand  
Global Hope Network International  
Global Policy Forum  
Global Social Observatory  
Global Sustainable Electricity Partnership/Partenariat mondial pour l'électricité durable  
Globe Aware  
Globethics.net Foundation  
Goi Peace Foundation  
Good Neighbors International  
Gran Fraternidad Universal  
Guru Angad Dev Sewa Society – Punjab, Ludhiana  
Hebrew Immigrant Aid Society  
Hong Kong Federation of Women  
Hope Worldwide  
Horizon Foundation  
Housing Works  
Human Rights Association for Community Development in Assiut  
Human Rights Information and Training Center  
Ibero American Institute of Aeronautic and Space Law and Commercial Aviation  
IDP Foundation  
Impact for Change and Development  
Indian Development Foundation  
Indian Social Institute  
Indigenous Information Network  
Indigenous Peoples Survival Foundation  
Innovation: Africa  
Institut international de sciences politiques  
Institut Jules-Destrée  
Institute for Conscious Global Change

Institute for Interreligious Dialogue  
Institute for the Development of Education, Arts and Leisure  
Institute of Asian Culture and Development  
Institute of International Social Development  
Institute of Marine Engineering, Science and Technology  
Institute of Social Studies Trust  
Inter-American Statistical Institute  
Intercambios  
International AIDS Society  
International Association against Painful Experiments on Animals  
International Association for Democracy in Africa  
International Association of Penal Law  
International Automobile Federation  
International Buddhist Relief Organisation  
International Catholic Child Bureau  
International Catholic Migration Commission  
International Circle of Faith Chaplaincy Corps  
International Commission of Catholic Prison Pastoral Care  
International Council of Environmental Law  
International Council on Alcohol and Addictions  
International Council on Clean Transportation  
International Federation of Beekeepers Associations  
International HIV/AIDS Alliance  
International Human Rights and Anti-Corruption Society  
International Institute for Human Rights, Environment and Development  
International Lactation Consultant Association  
International Longevity Center Global Alliance  
International Movement against All Forms of Discrimination and Racism  
International Movement of Apostolate in the Independent Social Milieus  
International Native Tradition Interchange  
International NGO Forum on Indonesian Development  
International Organization for Victim Assistance  
International Police Association  
International POPs Elimination Network

International Presentation Association  
International Radio Emergency Support Coalition  
International Rehabilitation Council for Torture Victims  
International Risk Governance Council  
International Youth Hostel Federation  
Internationale Organisation für Volkskunst  
ISIS: International Women's Information and Communication Service  
Islamic Women's Institute of Iran  
Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco  
IUS PRIMI VIRI International Association  
Japan Council against Atomic and Hydrogen Bombs (Gensuikyo)  
Japanese Association for the Right to Freedom of Speech  
Japanese Organization for International Cooperation in Family Planning  
Japanese Workers Committee for Human Rights  
Jeunesse horizon  
Joan B. Kroc Institute for Peace and Justice  
KARP  
Kejibaus Youth Development Initiative  
Kenya Alliance for the Advancement of Children  
Kerman Raad  
Kindernothilfe  
Kosmos Associates  
Krityanand UNESCO Club Jamshedpur  
Kuwait Association for the Basic Evaluators for Human Rights  
Kyung Hee University  
Land is Life  
Lassalle-Institut  
LDC Watch  
Les enfants de Frankie  
Liberian United Youth for Community Safety and Development  
Licht für die Welt – Christoffel Entwicklungszusammenarbeit  
Lutheran World Federation  
Major Alliance Education Centre  
Make Mothers Matter

Manavata  
Match International Centre  
Médecins du monde (international)  
Mediators beyond Borders  
Mother Care Foundation  
Mother's Union  
Mountain Institute  
Movement for the Protection of the African Child  
Movimiento Cubano por la Paz y la Soberanía de los Pueblos  
Mundo sin Guerras  
National Advocates for Pregnant Women  
National Association of Negro Business and Professional Women's Clubs  
National Coalition against Racial Discrimination  
National Council of Women of Great Britain  
Network of Non-Governmental Organizations of Trinidad and Tobago for the Advancement of Women  
New Future Foundation  
NGO Coordination post Beijing Switzerland  
NGO Health Committee  
Ngoma Club  
Nigeria-Togo Association  
Nippon International Cooperation for Community Development  
Norwegian Refugee Council  
Observatorio Mexicano de la Crisis  
ODHIKAR: Coalition for Human Rights  
OISCA International, South India Chapter (2011-2014)  
Okedongmu Children in Korea  
Okogun Odigie Safewomb International Foundation  
Organisation camerounaise pour la protection de l'arbre  
Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale  
Organisation technique européenne du pneumatique et de la jante  
Pacific Disability Forum  
Pan European Forest Certification Council  
Partnership for Global Justice

---

Partnership for Indigenous Peoples Environment  
Peace Education Foundation  
Peace Operation Training Institute  
Peace Parks Foundation  
Peacebuilding Solutions  
People for Successful Corean Reunification  
People to People  
People with Disabilities Uganda  
Pesticide Action Nexus Association  
Planetary Association for Clean Energy  
Plataforma Portuguesa para os Direitos das Mulheres  
Plateforme pour le développement durable des Caraïbes  
Population Connection  
Population Council  
Pos Keadilan Peduli Ummat  
Pragya  
Priests for Life  
Project One  
Public Union of Citizens “International Centre of Education of Georgian and German Women”  
Quaker Earthcare Witness  
Rainforest Partnership  
Release Legal Emergency and Drugs Service  
Relief International  
Research Centre for Feminist Action  
Right to Play  
Rural Development Organization  
Salamander Trust  
Saratoga Foundation for Women Worldwide  
Scalabrini International Migration Network  
Search for Common Ground  
Shinji Shumeikai  
Ship and Ocean Foundation  
Sigma Theta Tau, National Honorary Society of Nursing  
Sir William Beveridge Foundation

Smile Foundation  
Social Action Forum for Manav Adhikar  
Social Service Agency of the Protestant Church in Germany  
Society for the Protection and Assistance of Socially Disadvantaged Individuals  
Society for the Protection of the Rights of the Child  
Society for the Protection of Unborn Children (2011-2014)  
Society for Threatened Peoples (2005-2008)  
Society of Catholic Medical Missionaries  
Society Studies Centre  
Solar Cookers International  
Solidarité agissante pour le développement familial  
Soroptimist International  
Sri Swami Madhavananda World Peace Council  
Stichting Global Reporting Initiative  
Stichting Rutgers WPF  
Stichting Spanda  
Women and Modern World Centre  
Women's Association of Macau  
Women's Health and Education Organization  
World Heart Federation

e) De clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes d'admission au statut consultatif présentées par les 31 organisations ci-après, qui n'ont pas répondu aux questions posées par les membres du Comité malgré trois rappels effectués au cours de deux sessions consécutives :

Association consortium pour les aires et territoires du patrimoine autochtone et communautaire  
Association for Trauma Outreach and Prevention  
Association mondiale pour l'échange culturel, artistique et artisanal  
Association pour la solidarité et développement durable  
Assyrian National Congress  
Collectif des familles de disparu(e)s en Algérie  
Connections for Afghanistan Research and Prosperity Organization  
Crisis Management Initiative  
Fon Foundation  
Global Federation of Competitiveness Councils  
HealthBridge Foundation of Canada



Human Aid UK  
 Humanity Family Foundation for Peace and Development  
 Institute for Multi-track Diplomacy  
 International Clergy Association  
 International Police Commission Philippine Command Association  
 Iraqi Association for Public Policy and Administration  
 Ishaatool Mohammadiya Research and Development Foundation, Shevgaon  
 Kepa Ry, Kepa Rf  
 Liberia Youth Initiative for Peace and Sustainable Development  
 Marijuana Policy Project  
 Media and Gender Enlightenment Initiative  
 Promundo-US  
 Public Interest Advocacy Centre  
 Re-evaluation Foundation  
 Stichting Child and Youth Finance International  
 Survivors Network of Those Abused by Priests  
 Trustees of the University of Pennsylvania  
 Vision Africa Give a Child a Future  
 World Christian Association for Peace and Assistance Ministry International  
 World Food Logistics Organization

f) De clore l'examen des demandes d'Istanbul Fikir Araştırmaları Derneği et de Hazar Strateji Enstitüsü Derneği;

g) De ne pas accorder le statut consultatif à l'organisation non gouvernementale Christian Solidarity Worldwide.

#### **Projet de décision II**

##### **Retrait du statut consultatif de l'organisation non gouvernementale Kimse Yok Mu**

Le Conseil économique et social décide de retirer son statut consultatif à l'organisation non gouvernementale Kimse Yok Mu.

#### **Projet de décision III**

##### **Retrait du statut consultatif de l'organisation non gouvernementale Gazeteciler ve Yazarlar Vakfı\***

Le Conseil économique et social décide de retirer son statut consultatif à l'organisation non gouvernementale Gazeteciler ve Yazarlar Vakfı\*.

---

\* Nom dont la traduction en anglais est « Journalists and Writers Foundation ».

**Projet de décision IV**  
**Retrait du statut consultatif de l'organisation non gouvernementale**  
**Türkiye İşadamları ve Sanayiciler Konfederasyonu**

Le Conseil économique et social décide de retirer son statut consultatif à l'organisation non gouvernementale Türkiye İşadamları ve Sanayiciler Konfederasyonu.

**Projet de décision V**  
**S'abstenir d'entrer en contact ou de communiquer avec les trois organisations**  
**qui n'ont plus d'existence légale et pour lesquelles le Comité chargé**  
**des organisations non gouvernementales a recommandé le retrait**  
**du statut consultatif à sa 1<sup>re</sup> séance, le 30 janvier 2017 pour cette raison**

Le Conseil économique et social prend note de la décision du Comité selon laquelle il ne peut pas entrer en contact ou communiquer avec les trois organisations n'ayant plus d'existence légale et pour lesquelles il a recommandé le retrait du statut consultatif à sa 1<sup>re</sup> séance, le 30 janvier 2017 pour cette raison.

**Projet de décision VI**  
**Demande de retrait du statut consultatif**

Le Conseil économique et social prend acte de la demande de l'organisation non gouvernementale suivante, qui souhaite être rayée de la liste des organisations dotées du statut consultatif en raison de sa dissolution :

Ellen Johnson Sirleaf Market Women's Fund

**Projet de décision VII**  
**Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales**  
**sur les travaux de sa session ordinaire de 2017**

Le Conseil économique et social prend note du rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2017.

## **II. Demandes d'admission au statut consultatif** **et de reclassement et rapports quadriennaux reçus** **d'organisations non gouvernementales**

2. Le Comité a examiné le point 3) a) de son ordre du jour, intitulé « Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures » et le point 3) b), intitulé « Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement », de sa 2<sup>e</sup> à sa 15<sup>e</sup> séance, du 30 janvier au 8 février 2017. Il était saisi des documents suivants :

a) Liste des documents contenant les demandes d'admission au statut consultatif reçues d'organisations non gouvernementales dont le Comité a reporté l'examen lors des sessions qu'il a tenues entre 2008 et 2015 (E/C.2/2017/CRP.1) et demandes de reclassement dont le Comité a reporté l'examen lors des sessions qu'il a tenues entre 2012 et 2015 (E/C.2/2017/CRP.2);

- b) Mémoires du Secrétaire général relatifs aux nouvelles demandes d'admission au statut consultatif reçues d'organisations non gouvernementales (E/C.2/2017/R.2 et E/C.2/2017/R.2/Add.1-28);
- c) Mémoire du Secrétaire général relatif aux nouvelles demandes de reclassement devant être examinées par le Comité (E/C.2/2017/R.3);
- d) Mémoire du Secrétaire relatif à une nouvelle demande de fusion (E/C.2/2017/R.4);
- e) Liste des documents contenant les rapports quadriennaux d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social dont le Comité a reporté l'examen lors de sessions antérieures (E/C.2/2017/CRP.3);
- f) Notes du Secrétaire général contenant les rapports quadriennaux pour la période 2012-2015 (E/C.2/2017/2 et E/C.2/2017/2/Add.1-23);
- g) Mémoire du Secrétaire général relatif aux demandes de changement de nom reçues d'organisations non gouvernementales (E/C.2/2017/CRP.4);
- h) Mémoire du Secrétaire général relatif à la demande d'une organisation non gouvernementale souhaitant être rayée de la liste des organisations dotées du statut consultatif (E/C.2/2017/CRP.5).

#### **A. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures**

3. Le Comité a examiné le point 3 a) de son ordre du jour, intitulé « Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures », de sa 7<sup>e</sup> à sa 11<sup>e</sup> séance et à ses 14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> séances, du 2 au 6 février et les 7 et 8 février 2017. Il a examiné 235 demandes d'admission au statut consultatif dont il avait reporté l'examen lors de sessions antérieures.

##### **Demandes ayant fait l'objet d'une recommandation favorable**

4. Le Comité a recommandé au Conseil d'accorder le statut consultatif à 74 organisations [voir chap. I, projet de décision I, al. a)] :

###### *Statut consultatif spécial*

Action sécurité éthique républicaines

Adaamasunle Foundation

Asistencia Legal por los Derechos Humanos

Association of Youths with Vision

Association pour le développement durable, la promotion des droits humains et la lutte contre la pauvreté

Association tunisienne de la santé de la reproduction

Ballerina Management Institute

Campanha Latino-Americana pelo Direito à Educação – Brasil  
Caribbean Policy Development Centre  
Centre for Convention on Democratic Integrity  
Centre for Corrections and Human Development  
Centre for Peace, Culture and Environmental Studies  
Change Managers International Network  
Child Soldiers International  
Cities of Peace  
Death Penalty Focus  
Disability Organisations Joint Front  
Entrepreneurship Development and Support Initiative  
Environment Conservation Organization – Foundation for Afforestation, Wild  
Animals and Nature  
Équilibres et populations  
Europe Business Assembly  
European Network on Independent Living  
Fondation Kalipa pour le développement  
Fondazione Proclade Internazionale  
Forum Droghe Associazione Movimento per il Contenimento dei Danni  
Girls Education Mission International  
Global Initiative for Inclusive Information and Communication Technologies  
Global Institute for Water, Environment and Health  
Hacey's Health Initiative  
Human Appeal International (United Kingdom)  
International Association for Hospice and Palliative Care  
International Human Rights Protector's Group  
International Movement for Advancement of Education Culture Social and  
Economic Development  
ISKCON Communications International  
Jus Cogens  
Kadın ve Demokrasi Derneği  
Karlen Communications  
Kids and Teens Resource Centre  
Lady Fatemah (A.S.) Charitable Trust  
Landsrådet for Norges barne-og ungdomsorganisasjoner

Leadership Initiative for Transformation and Empowerment  
Leading Association Alryada for Development Studies and Human Rights  
Legal Resources Centre  
Let's Breakthrough  
Light House  
Lotus Initiative for the Blind  
Monde des possibles  
Mouvement de la paix  
Multidisciplinary Association for Psychedelic Studies  
New Era Educational and Charitable Support Initiative  
Next Century Foundation  
Novant Health  
P3 Foundation  
People and Police for Egypt for Culture and Scientific Services  
Prajachaitanya Yuvajana Sangam  
Réseau national des organisations féminines pour la démocratie, la décentralisation, le développement durable et les droits humains du Mali (ou Réseau Wassa)  
Results Educational Fund  
RINJ Foundation  
Save the Earth Cambodia  
Society for Protection of Street and Working Children  
Society to Heighten Awareness of Women and Children Abuse  
Stichting War Child  
Strategy for Mentoring Initiative and Leadership Empowerment  
Truth Foundation  
Ugonma Foundation  
United States Pharmacopeial Convention  
urbaMonde – Suisse  
Women and Community Livelihood Foundation  
Women Educators Association of Nigeria  
Women Enabled  
Women of Africa  
Women with Disabilities Australia  
World Forum for Ethics in Business  
Zahra Trust

**Demandes dont l'examen a été reporté**

5. Le Comité a décidé de reporter l'examen des demandes d'admission des 128 organisations non gouvernementales ci-après jusqu'à réception des réponses aux questions qu'il leur a posées à sa session ordinaire de 2017 :

« SEG » Civil Society Support Center

Action against Hunger USA

Acton Institute for the Study of Religion and Liberty

Akhil Bharatiya Human Rights Organisation

Aleradah and Altageer National Society

Al-Marsad, Arab Centre for Human Rights in the Golan Heights

Ambedkar Center for Justice and Peace

Andrey Rylkov Foundation for Health and Social Justice

Anti-Corruption Foundation

Arab-European Center of Human Rights and International Law

Asia Center for Human Rights

Asociación Pro-Bienestar de la Familia Colombiana "Profamilia"

Association Concerning Sexual Violence against Women

Association for Human Rights and Solidarity with Oppressed People (MAZLUMDER)

Association pour la défense des droits de l'homme et des revendications démocratiques/culturelles du peuple Azerbaïdjanais-Iran – « ARC »

Assyrian Aid Society of America

Bahrain Center for Human Rights

Bureau international pour le respect des droits de l'homme au Sahara Occidental

Cameroon League for Development

Center for Constitutional Rights

Center for Democracy and Technology

Center for Media and Peace Initiative

Center of Political Analysis and Information Security

Centre Zagros pour les droits de l'Homme

Christian Solidarity International

Citizens' Alliance for North Korean Human Rights

Conglomeration of Bengal's Hotel Owners

Congrès national des Arméniens occidentaux

Coordination Wai (Éveil) relative à l'unité nationale et la lutte contre l'esclavage

Coptic Solidarity  
Creators Union of Arab  
Dalit Welfare Organization  
Danjuma Atta Eye Foundation  
Dansk Flygtningehjælp  
Database Center for North Korean Human Rights  
Diplomatic Mission Peace and Prosperity  
Droits de l'homme sans frontières  
Eaglesworth Human Empowerment Foundation  
Education, Communication and Development Trust  
Egyptian Centre for Human Rights  
Electronic Frontier Foundation  
Elige: Red de Jóvenes por los Derechos Sexuales y Reproductivos  
Equipo Latinoamericano de Justicia y Género  
Establishment of Sheikh Thani bin Abdullah Al Thani for Humanitarian Services  
Euro-Mediterranean Human Rights Network  
European Muslims League  
F W de Klerk Foundation Trust  
Fair Trials International  
Family Planning Association of Bangladesh  
Federal Lezghin National and Cultural Autonomy  
Femmes unies pour un avenir meilleur  
Fondation Alkarama  
Fundación Acción Pro Derechos Humanos  
Gestos Soropositividade Comunicação e Género  
Global Campaign for Education  
Global Forum for Media Development  
Global Initiative for Positive Change  
Global Network of Sex Work Projects  
Gulf Centre for Human Rights  
Gulshan-e-John  
Heal the Land Initiative in Nigeria  
Heavenly Shower of Peace Church of God  
Helsinki Citizens' Assembly Vanadzor Office

Hokok Coalición Internacional Contra la Impunidad  
Inimõiguste Instituut  
Insamlingsstiftelsen Kvinna till Kvinna  
International Association for Religious Freedom, Coordinating Council for South Asia  
International Association of Genocide Scholars  
International Centre for Women Empowerment and Child Development  
International Child Rights Center  
International Dalit Solidarity Network  
International Gulf Organization  
International Human Rights Organization  
International Non-Olympic Committee  
International Non-Olympic University  
Interregional Non-governmental Organization « Committee against Torture »  
Iran Human Rights Documentation Center  
Islamic African Relief Agency  
James Madison University  
Jubilee USA Network  
Korea Human Rights Foundation  
Mangfoldhuset  
Medical Women's Association of Nigeria  
Mittetulundusühing Fenno-Ugria Asutus  
Muslim Aid  
Muslim Hands  
National Development Youth Club, Jaran Wali Gali Poonch  
Neighbourhood Community Network  
NK Watch  
Pan African Institute for Entrepreneurship and Community Development  
Parents and Friends of Ex-Gays and Gays  
Partnership for Change  
Peace Brigades International  
Peace Islands Institute  
Population Matters  
Presbyterian Women in the Presbyterian Church (USA)



---

Red de Jóvenes por los Derechos Sexuales y Reproductivos  
Red de Seguridad y Defensa de América Latina  
Sex og Samfund  
Sheikh Eid Bin Mohammad Al Thani Charitable Association  
Simons Foundation  
Social Services Trust  
Society for Environment and Development  
Society for the Widows and Orphans  
Society without Violence Non-Governmental Organization  
Stichting Samenwerkingsverband IKV – Pax Christi  
Strong Hearted Native Women’s Coalition  
Swadhikar  
Syrian American Medical Society Foundation  
Treatment and Rehabilitation Center for Victims of Torture  
United Sikhs  
Universal Rights Group  
US Committee for Human Rights in North Korea  
USA Refugees and Immigrants  
V-Day Karama  
Vang Pao Peace Institute  
Vietnamese Overseas Initiative for Conscience Empowerment  
Voice Society  
We Care for Humanity  
West Papua Interest Association  
Women Living under Muslim Laws – International Solidarity Network  
Women’s Freedom Forum  
Women’s Voices Now  
World Academy of Art and Science  
World Association for Sexual Health  
World Information Technology and Services Alliance  
World without Genocide  
Yay Gender Harmony

### **Demandes dont l'examen a été clos**

6. À sa 15<sup>e</sup> séance, le 8 février, le Comité a décidé de clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes de 31 organisations non gouvernementales qui n'avaient pas répondu aux questions qu'il leur avait posées, malgré trois rappels [voir chap. I, projet de décision I e)].

### **İstanbul Fikir Araştırmaları Derneği**

7. À sa 5<sup>e</sup> séance, le 1<sup>er</sup> février 2017, le Comité a examiné la demande présentée par l'organisation non gouvernementale İstanbul Fikir Araştırmaları Derneği. La représentante de la Turquie a rappelé aux membres du Comité que sa délégation avait fait distribuer précédemment une lettre (voir annexe I) indiquant que, par un décret ayant force de loi et ayant été approuvé en tant que loi par le Parlement turc, l'organisation avait été dissoute et déchue de sa personnalité juridique et avait donc cessé ses activités. Elle a demandé au Comité de recommander au Conseil de clore l'examen de la demande de l'organisation.

8. La représentante des États-Unis d'Amérique a demandé si on accorderait du temps à l'organisation pour répondre avant que le Comité prenne une décision, comme cela avait été fait par le passé. En réponse, la représentante de la Turquie a réaffirmé que l'organisation avait cessé d'exister et qu'elle n'avait pas de personnalité juridique. Le représentant de l'Inde a ajouté que le Comité avait longuement débattu de la question et que si une organisation était dissoute, il n'y aurait personne à contacter.

9. La représentante des États-Unis a déclaré que, comme mentionné à de précédentes occasions, son pays était profondément préoccupé par la répression des organisations de la société civile et acceptait de clore l'examen d'une demande uniquement si l'organisation était soupçonnée d'avoir des liens avec le terrorisme. Elle a dit que sa délégation s'inquiétait de ce que les organisations non gouvernementales n'aient pas eu la possibilité de répondre et que le Comité devrait donc attendre au lieu de prendre une décision à la hâte.

10. À la suite de ces déclarations, le Comité a décidé par consensus de recommander la clôture de l'examen de la demande.

### **Ilankai Thamil Sangam**

11. À sa 6<sup>e</sup> séance, le 1<sup>er</sup> février 2017, le Comité a examiné la demande de Ilankai Thamil Sangam. Tenant pour assuré qu'il n'y avait pas d'objection, le Président a approuvé la recommandation d'accorder le statut consultatif spécial à l'organisation. Toutefois, le représentant de la Chine voulait prendre la parole pour demander à l'organisation d'expliquer sa position concernant la question de la Région autonome du Tibet de Chine.

12. Comme le Président avait déjà approuvé la recommandation, plusieurs États Membres ont pris la parole pour exprimer leurs préoccupations concernant le temps nécessaire aux membres du Comité pour examiner une demande et au Président pour approuver la recommandation. Les représentants de la Grèce et des États-Unis ont maintenu que, conformément au Règlement intérieur, on ne pouvait pas revenir sur une décision qui avait été approuvée, tandis que les représentants de Cuba et de la Chine ont indiqué que la décision avait été approuvée tellement rapidement que

les interprètes n'avaient pas eu le temps de finir de traduire la déclaration du Président.

13. Le représentant de la Fédération de Russie a déclaré qu'il faudrait attendre quelques secondes entre le moment où le Président énonçait la recommandation et celui où la décision était approuvée afin d'éviter qu'une décision ne soit prise dans la précipitation. Le représentant de l'Inde a suggéré que le Comité ne devrait pas remettre en cause l'intégrité d'un État Membre et donc que la question de la Chine devrait être recevable.

14. Compte tenu de l'absence de consensus entre les membres du Comité, le représentant de la Chine a souligné que le problème avait été causé par un incident technique et que, par conséquent, son pays était contraint de demander un vote, afin que sa délégation ait la possibilité de poser sa question à l'organisation. Le représentant de la Fédération de Russie a engagé vivement les États Membres à faire preuve de souplesse et à ne pas mettre cette question aux voix. Le représentant des États-Unis a déclaré que, par le passé, le coup de marteau avait toujours marqué une décision définitive sur laquelle le Comité ne pouvait pas revenir.

15. À l'issue d'un vote par appel nominal, le Comité a décidé d'annuler la décision du Président par 12 voix contre 4, avec 2 abstentions. Dix-huit des 19 membres du Comité étaient présents et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Azerbaïdjan, Burundi, Chine, Cuba, Fédération de Russie, Inde, Iran (République islamique d'), Mauritanie, Nicaragua, Pakistan, Soudan, Venezuela (République bolivarienne du)

*Ont voté contre :*

États-Unis d'Amérique, Grèce, Israël, Uruguay

*Se sont abstenus :*

Afrique du Sud, Turquie

*Étaient absents :*

Guinée

16. Après le vote, le représentant de la Chine a répété sa question à l'organisation, lui demandant d'expliquer sa position concernant la question de la Région autonome du Tibet de Chine et de préciser le type de relations qu'elle entretenait avec le dalaï-lama et son mouvement séparatiste.

**Hazar Strateji Enstitüsü Derneği**

17. À sa 7<sup>e</sup> séance, le 2 février 2017, le Comité a examiné la demande de Hazar Strateji Enstitüsü Derneği. La représentante de la Turquie a déclaré que son pays avait déjà informé les membres du Comité de la dissolution de l'organisation et fait également distribuer une lettre (voir annexe I) à ce sujet dans laquelle il indiquait que, par un décret ayant force de loi et ayant été approuvé en tant que loi par le Parlement turc, l'organisation avait été dissoute et déchue de sa personnalité juridique et avait donc cessé ses activités. Elle a demandé de clore l'examen de la demande de l'organisation. La représentante des États-Unis a pris la parole et dit que sa délégation trouvait préoccupant que les organisations non gouvernementales

n'aient pas eu la possibilité de répondre et, par conséquent, que le Comité devrait attendre jusqu'au mardi suivant plutôt que de prendre une décision à la hâte.

18. En réponse, la représentante de la Turquie a maintenu que son pays, qui était un membre de longue date du Comité, appréciait à leur juste valeur et respectait le règlement intérieur et les pratiques du Comité, mais que, dans le cas présent, comme l'organisation avait été dissoute et qu'elle n'avait plus de personnalité juridique, la demande en question ne s'appliquait pas. La représentante des États-Unis a ensuite déclaré que son pays souhaitait qu'il soit pris acte qu'il avait exprimé son inquiétude concernant la répression, à l'échelle mondiale, de la participation de la société civile et a de nouveau demandé que le Comité suive les procédures établies.

19. À la suite de ces déclarations, le Comité a décidé par consensus de recommander au Conseil de clore l'examen de la demande.

### **Christian Solidarity Worldwide**

20. À sa 9<sup>e</sup> séance, le 3 février 2017, le Comité a examiné la demande d'admission au statut consultatif de Christian Solidarity Worldwide. Le représentant de la Chine a demandé à l'organisation des précisions sur sa participation à l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme.

21. Le représentant de la Grèce a pris la parole pour dire que son pays attachait une grande importance à la promotion de la tolérance religieuse et à la lutte contre toutes les formes de discrimination fondées sur la religion ou la conviction. Il a souligné qu'il importait de défendre la liberté de religion pour faire face à la montée de l'extrémisme religieux dans différentes régions du monde et aux opérations visant des personnes appartenant à des minorités religieuses.

22. Il a ajouté que l'organisation avait plus de trente ans d'expérience dans la défense de la liberté de religion et avait collaboré régulièrement avec les mécanismes des Nations Unies en fournissant des analyses factuelles fiables. Elle avait demandé le statut consultatif huit ans plus tôt, en 2009, mais la décision concernant la demande avait été reportée à une session ultérieure à 14 reprises. Lors de ces sessions, l'organisation avait dû répondre à plus de 80 questions, souvent répétitives. Le représentant a déclaré que, étant donné que l'ONG avait constamment coopéré avec le Comité et répondu à toutes les questions en temps voulu et de manière exhaustive, l'octroi du statut consultatif devrait être recommandé. Il a donc demandé un vote en application de l'article 59 du Règlement intérieur du Conseil économique et Social. Il a ajouté que la Grèce voterait « oui » et a encouragé toutes les délégations à faire de même.

23. Le représentant de Cuba a déclaré que le Comité ne devrait pas être forcé à prendre une décision, étant donné que l'organisation ne remplissait pas encore les conditions d'admission au statut consultatif prévues par la résolution 1996/31 du Conseil. Il a rappelé qu'elle avait été priée d'expliquer ses liens avec l'organisation Christian Solidarity International et que, bien qu'elle ait soutenu qu'elle s'était dissociée de cette organisation en 1999, elle n'avait fourni aucun document le prouvant. Il a en outre rappelé que l'organisation n'avait pas fourni au Comité de documents de base (statuts, états financiers et certificat d'enregistrement). Afin de répondre aux questions qu'il se posait sur le fonctionnement, la création et l'élection des membres de l'organisation et de vérifier les informations publiées sur son site Web et les renseignements concernant ses partenaires locaux, le Comité

avait, à de nombreuses occasions et souvent à plus de trois reprises, jugé nécessaire de demander à l'organisation d'apporter des clarifications. Le représentant a déclaré que Christian Solidarity Worldwide avait été évasive et que, dans les seules réponses qu'elle avait apportées, elle avait indiqué qu'elle s'abstiendrait de répondre à ces questions. Il a fait valoir que cela représentait une rupture avec la pratique antérieure suivie par le Comité en vertu de la résolution 1996/31. Il a donc maintenu que sa délégation n'était pas en mesure de prendre une décision et, par conséquent, qu'il voterait contre la proposition.

24. La représentante de l'Uruguay a pris la parole pour dire qu'elle était favorable à l'octroi du statut consultatif à Christian Solidarity Worldwide, notant que l'organisation répondait à toutes les conditions d'admission au statut consultatif, conformément à la résolution 1996/31. Elle a déclaré que l'organisation promouvait la liberté de religion et de pensée sous toutes ses formes et que les mêmes questions avaient été posées de manière redondante pour empêcher que l'organisation obtienne le statut consultatif.

25. Le représentant de la Chine a fait une déclaration avant le vote, affirmant que son pays considérerait favorablement les demandes d'admission au statut consultatif des organisations non gouvernementales et qu'il avait eu un échange de vues franc et ouvert avec l'organisation. Il a souligné que les organisations non gouvernementales devaient répondre aux conditions d'admission prévues dans la résolution 1996/31, en particulier en ce qui concerne les buts et les principes de la Charte des Nations Unies. Il a souligné que la position de la Chine à l'égard de l'organisation n'était pas fondée sur des considérations relatives à la liberté de croyance ou de religion, mais sur la question de savoir si l'organisation répondait aux critères établis dans la résolution. En conséquence, son pays voterait « non » car il estimait que l'organisation ne remplissait manifestement pas ces conditions.

26. Le représentant de l'Inde a dit partager l'avis de la Chine et déclaré que, si la liberté de religion était un droit fondamental inscrit dans la Constitution indienne, l'organisation n'avait pas fourni de réponses satisfaisantes remplissant les conditions fixées dans la résolution 1996/31. Par conséquent, sa délégation voterait contre l'admission au statut consultatif, de manière que des questions supplémentaires puissent être posées à l'organisation.

27. À l'issue d'un vote par appel nominal, le Comité a rejeté la proposition de la Grèce d'accorder le statut consultatif à l'organisation par 11 voix contre 4, avec 1 abstention. Sur les 19 membres du Comité, 16 étaient présents et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

États-Unis d'Amérique, Grèce, Israël, Uruguay

*Ont voté contre :*

Afrique du Sud, Burundi, Chine, Cuba, Inde, Iran (République islamique d'), Nicaragua, Pakistan, Soudan, Turquie, Venezuela (République bolivarienne du)

*Se sont abstenus :*

Fédération de Russie

*Étaient absents :*

Azerbaïdjan, Guinée, Mauritanie

28. Après le vote, le représentant de la Grèce a fait une déclaration pour dire qu'il était profondément déçu que le Comité ait décidé de ne pas accorder le statut consultatif à l'organisation. Sa délégation était convaincue que l'organisation pourrait apporter au Conseil une contribution cruciale sur les questions de liberté de religion ou de conviction. Il a déclaré que son pays était profondément préoccupé par le fait que le Comité ait de plus en plus tendance à reporter sur plusieurs sessions l'examen de demandes d'organisations importantes et crédibles alors qu'elles avaient répondu avec diligence à toutes les questions posées et avaient eu des échanges constructifs avec les membres du Comité. À cet égard, il a rappelé que son pays avait toujours estimé que le Comité devrait faciliter l'accès des organisations non gouvernementales à l'Organisation des Nations Unies et ne devrait pas leur faire obstacle en dérogeant aux principes directeurs énoncés dans la résolution 1996/31. Il a souligné que son pays était particulièrement préoccupé par les manœuvres dilatoires utilisées pour reporter l'examen des demandes d'admission au moyen de questions ou de demandes de renseignements répétitives qui allaient au-delà des exigences d'information énoncées dans la résolution 1996/31, et qu'il espérait que le Conseil accorderait le statut consultatif à l'organisation dans les meilleurs délais.

29. L'observateur du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a pris la parole pour remercier le représentant de la Grèce d'avoir demandé un vote sur la demande d'admission de l'organisation ainsi que tous ceux qui avaient voté pour que le statut consultatif lui soit accordé. Il a déclaré que, depuis que l'organisation avait présenté sa première demande d'admission en 2009, l'examen de sa demande avait été reporté à une session ultérieure à 14 reprises depuis 2010. Lors de ces 14 sessions, elle avait répondu avec diligence à 80 questions, souvent répétitives, et avait participé trois fois à des séances de questions-réponses du Comité. Il a donc maintenu qu'il n'y avait de toute évidence pas d'autres questions à poser. Pour conclure, il a déclaré que l'organisation satisfaisait à toutes les exigences énoncées dans la résolution 1996/31 et qu'il espérait que le Conseil lui accorderait le statut consultatif, étant donné que les activités de l'organisation étaient fondées sur la Charte des Nations Unies et l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

### **Inimõiguste Instituut**

30. À sa 10<sup>e</sup> séance, le 3 février 2017, le Comité a examiné la demande d'admission au statut consultatif présentée par l'organisation non gouvernementale Inimõiguste Instituut. Le représentant de la Fédération de Russie a demandé à l'organisation d'expliquer comment, dans le cadre de la mise en œuvre d'un projet visant à protéger les droits de l'homme des Tatars de Crimée, elle pouvait justifier des activités menées en collaboration avec des personnes qui avaient été accusées d'avoir fait exploser, en hiver, des lignes électriques qui alimentaient la Crimée et qui, par conséquent, étaient considérées comme des terroristes.

31. L'observatrice de l'Estonie a demandé la parole pour dire que son pays considérait que les organisations de la société civile étaient des partenaires essentiels qui fournissaient des données et diverses informations qui, sans elles, seraient négligées. Elle a ajouté que l'organisation était la plus ancienne

organisation non gouvernementale d'Estonie et qu'elle œuvrait depuis de nombreuses années dans le domaine des droits de l'homme en Estonie et dans le monde entier. Elle a déploré que sa demande d'admission ait été reportée une fois encore pour des raisons obscures et a demandé instamment au Comité de lui accorder le statut consultatif. La demande a été appuyée par les observateurs de la Hongrie et de la Finlande et par le représentant de l'Union européenne, qui ont tous déclaré que l'organisation accomplissait un travail remarquable et ont exhorté le Comité à s'acquitter de son mandat principal et à recommander que le statut consultatif soit accordé à l'organisation.

32. Le représentant de la Fédération de Russie a répété sa question à l'organisation et a demandé que la réponse lui soit transmise.

#### **Mittetulundusühing Fenno-Ugria Asutus**

33. À sa 10<sup>e</sup> séance, le 3 février 2017, le Comité a examiné la demande d'admission au statut consultatif présentée par l'organisation non gouvernementale Mittetulundusühing Fenno-Ugria Asutus.

34. Le représentant de la Fédération de Russie a déclaré qu'en Carélie (Fédération de Russie), où l'organisation œuvrait également, les autorités régionales avaient appelé l'attention sur le fait que de nombreuses manifestations qu'elle avait organisées pouvaient être considérées comme des activités de promotion du séparatisme. Il a ajouté que son gouvernement évaluait actuellement les activités de cette organisation afin de prendre une décision. Il a posé de nouvelles questions à l'organisation, déclarant qu'elle n'avait pas répondu de manière satisfaisante à une précédente question de sa délégation, concernant en particulier les Finno-ougriens, qui étaient à présent apatrides.

35. L'observatrice de Hongrie a demandé la parole pour faire une déclaration en faveur de l'organisation, indiquant que son gouvernement appuyait la demande de l'organisation, qui était non seulement active en Estonie, mais également en Hongrie et en Finlande, et dont les activités relevaient de la compétence du Conseil. Elle a expliqué que l'organisation coopérait étroitement avec des organisations hongroises comme Reguly Társaság, Magyarok Világszövetsége et l'association hongroise et estonienne Ungari Eesti Selts et qu'elle faisait un travail remarquable en faveur de la préservation de la culture et de la langue des peuples autochtones finno-ougriens. Elle a déclaré qu'elle était l'exemple même d'organisation dont l'octroi du statut consultatif devrait être recommandé et dont la demande était en attente depuis 2013. Compte tenu de ses activités reconnues qui allaient dans le sens des objectifs de la Déclaration universelle des droits de l'homme, elle a exhorté le Comité à s'acquitter du mandat principal que lui avait confié le Conseil et à défendre et faire respecter les principes directeurs de la résolution 1996/31 en recommandant que le statut consultatif soit accordé à des organisations comme Mittetulundusühing Fenno-Ugria Asutus.

36. La représentante des États-Unis a rappelé aux membres du Comité qu'ils avaient entendu non seulement l'Estonie, mais aussi la Hongrie, la Finlande et l'Union européenne, qui avaient exprimé leur appui en faveur de cette demande pour laquelle une décision se faisait attendre depuis mai 2014. Elle a rappelé que, comme les questions autochtones étaient examinées régulièrement à l'ONU, il était important de pouvoir compter sur une organisation qui contribuait à des débats constructifs sur ces questions.

### **Green Light Project**

37. À sa 11<sup>e</sup> séance, le 6 février 2017, le représentant de la République islamique d'Iran a déclaré que, le 1<sup>er</sup> février 2017, le Comité avait accordé le statut consultatif à l'organisation Green Light Project, qui était enregistrée sous le nom de Robert Benton, son bénéficiaire. Il a ajouté que ce nom avait semble-t-il servi de couverture pour obtenir le statut consultatif pour une autre organisation sans aucun lien avec Green Light Project ou son bénéficiaire. La demande et les documents justificatifs présentés au Comité indiquaient que l'organisation à laquelle le Comité avait accordé le statut consultatif était Green Light Project, Inc. En outre, Green Light Project avait clairement indiqué dans le formulaire de demande que l'organisation n'avait pas de filiales.

38. Le représentant de la République islamique d'Iran a soutenu qu'un comportement aussi douteux et malhonnête pouvait constituer un acte frauduleux visant à trahir la confiance des États Membres et nuire à l'intégrité des activités du Comité. Il a déclaré qu'il pensait que l'organisation à laquelle le Comité avait accordé le statut consultatif le 1<sup>er</sup> février était Green Light Project et non pas une autre entité. Il a ajouté que sa délégation continuerait de surveiller les travaux et les réalisations de l'organisation et de s'assurer qu'elle respecte les dispositions de la résolution 1996/31.

## **B. Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif<sup>^</sup> et de reclassement**

39. Le Comité a examiné le point 3 b) de son ordre du jour, intitulé « Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement », de sa 2<sup>e</sup> à sa 6<sup>e</sup> séance et à ses 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> séances, du 30 janvier au 1<sup>er</sup> février et le 7 février 2017. Au total, il a examiné 289 demandes d'admission au statut consultatif.

### **Nouvelles demandes ayant fait l'objet d'une recommandation favorable**

40. Le Comité a recommandé au Conseil économique et social d'accorder le statut consultatif aux 195 organisations non gouvernementales ci-après, parmi les 289 qui avaient présenté de nouvelles demandes [voir chap. I, projet de décision I, al. a)] :

#### *Statut consultatif spécial*

5 Gyres Institute

African Development Assistance Consult

African Green Foundation International

African Woman and Child Feature Service

Agence de développement économique et social

Agro Professional Care Foundation-Yola

Al Baraem Association for Charitable Work

Amis des enfants

Amis du Projet Imagine



Apostolic Ministerial International Network  
Ashiana Collective Development Council  
Asociatia Tehnopol Galati  
Asocio Esperanto Radikala  
Association AMOR  
Association de l'éducation environnementale pour les futures générations  
Association de lutte contre la pauvreté  
Association des femmes pour la paix et encadrement des familles  
Association for Development, Education and Labour  
Association for Promotion Sustainable Development  
Association for Rural Area Social Modification, Improvement and Nestling  
Association gabonaise pour les Nations Unies  
Association MIMAN  
Association nationale des échanges entre jeunes  
Association nationale du civisme  
Association of Christian Counsellors of Nigeria  
Association of the Egyptian Female Lawyers  
Association pour l'éducation et la santé de la femme et de l'enfant  
Association pour le développement culturel  
Association respect Cameroun  
Association solidarité pour les personnes vivant le veuvage  
Association Un monde avenir  
Associazione per i Diritti Umani e la Tolleranza  
Avabe Initiative for Community Development  
Bangladesh Jatiyo Mahila Ainjibi Samity  
Barrackpore Elderly Care Society  
Ben Newman Hope Care Foundation  
Better World  
Biedrība « Donum Animus »  
Blessing for Romania World Ministry  
Blood Donors Organisation for Social Service, Pakala  
Books to Africa International  
Build Africa  
Bureau d'informations, formations, échanges et recherches pour le développement

Burleson Institute  
Canadian Centre on Disability Studies  
CDP Worldwide  
Center for the Global Study of Social Enterprise  
Center for the Human Rights of Users and Survivors of Psychiatry  
Center of Food Industries Association  
Centre africain d'échange culturel  
Centre d'action pour le développement rural  
Centre d'éducation et de développement pour les enfants mauriciens  
Centre d'information et de promotion de l'image d'une nouvelle Afrique  
Centre d'observation et de promotion de l'état de droit  
Centre for Gerontological Studies  
Centre for Women Studies and Intervention  
Chikka Federation of India  
Combite pour la paix et le développement  
Community Active in Development Association  
Community Research and Development Organization  
Congregation of the Mission  
Congressional Black Caucus Political Education and Leadership Institute  
Consultation Evaluation Education  
Coordination nationale des associations des consommateurs  
Cornerstone Mount Group  
Council of Technical Education and Training  
Cultural Meeting Foundation  
Department of Political Science and Public Administration of the University of Athens Alumni Association  
DESSI International  
DHRUVH-Social Awareness Forum  
Diligent Care for Creative Intelligence Development  
Disability Rights Fund  
Distance Education for Africa  
DIYNGO  
Drug Policy Australia  
Dynamic Youth Development Organization

East Africa Consortium International  
El Ghad Essihi pour le développement et la protection de l'environnement en Mauritanie  
Enosh – Israeli Mental Health Association  
Equal Rights for Persons with Disabilities International  
ERAN – « Israel's Association for Emotional First Aid via the Telephone, in memory of Dr. A. Zaslany »  
EUROGEO  
Fairways Accommodation Support Trust  
Fédération internationale des coalitions pour la diversité culturelle  
Finance Center for South-South Cooperation  
First Ladies' Initiative  
Fondation espoir et vie  
Fondation vivons ensemble  
Foundation for Disabled Women  
Foundation of International Servant Leadership Exchange Association  
Friendasia  
Fundação Museu do Futuro  
Fundacja Instytut na rzecz Kultury Prawnej Ordo Iuris  
Global Fund for Widows  
Global Health Review  
Grameen Development and Poverty Alleviation Sangstha  
Green Light Project  
Guinée humanitaire  
Habitat Alliance  
Hashoo Foundation  
Heal the Planet Global Organisation  
Health of Mother Earth Foundation  
Healthy Caribbean Coalition  
Hip-Hop Dance Conservatory Foundation  
Holly Heart United  
Holt Children's Services  
Holt International Children's Services  
Honeypot Village  
Human Development Society, the Gambia

Human Rights Consortium  
Humanitarian Ambassadors  
Idara-i-Talim-o-Aaghai (Centre for Education and Consciousness) Public Trust  
Initiative : Eau  
Institute for Youth Development  
International Emergency and Development Aid  
International Institute of Space Law  
International Network of Women Engineers and Scientists  
International Port Community Systems Association  
International Society for the Study of Trauma and Dissociation  
Kathak Academy  
Kırmızı Biber Derneği  
Kuwaiti Society for Autism  
Le pont  
Lightup Foundation  
Maawandoon  
Maher  
Major Groups Partnership on Forests  
Makhzoumi Foundation  
Man Up Campaign US  
Manav Seva Sansthan  
Mandala Transformation Foundation  
Manusher Jonno Foundation  
Marin Experimental Teaching, Training and Advising Center  
Mayan Families  
National Council of Catholic Women  
National Organization for Global Education  
National Society for Human Rights  
Newline Social Organization  
Observatoire du crime organisé  
Onhappy Corporation  
Organisation constellée pour le développement économique et social de la commune des Gonaïves  
Organisation mauritanienne pour la lutte contre l'extrémisme et pour l'appui à l'unité nationale

Organisation non gouvernementale des cercles nationaux de réflexion sur la jeunesse

Orphelins, déplacés et incarcérés de Côte d'Ivoire

Partnership Network International

Peace and Development Organization

Peace and Livelihood Support Organisation

Peacebuilders International

People of Good Heart

Pleaders of Children and Elderly People at Risk « PEPAINGO »

Public Association Women's Organization "ALGA"

Quintessential Business Women Association

RADION International Foundation

Regional Institute of Health, Medicine and Research

Réseau communautaire pour le pauvre

Réseau des femmes africaines pour la gestion communautaire des forêts

Réseau guinéen des organisations des personnes handicapées pour la promotion de la convention internationale sur les droits des personnes handicapées

Rural Planning and Developmental Organization

Rural Relief Foundation

Rural Women's Network Nepal

Rwanda Women Community Development Network

Safe Campaign

SEALOEarth Corporation

SERAC-Bangladesh

Seventh Generation Fund for Indigenous Peoples

Shirazi Foundation

ShOObh Group Welfare Society

Sivil Yaşam Derneği

Social Economic and Governance Promotion Centre

Society of Research Administrators International

SOS Rassismus und Diskriminierung Schweiz

South Caucasus Office on Drugs and Crime

Special Talent Exchange Programme

Stichting KidsRights

Sukalyan Welfare Society

Sulabh International Centre for Action Sociology  
Sustainable Development for Vulnerable Peoples in Bangladesh  
Swasti  
Takshila Education  
Tamil Uzhagam  
Thalassaemia International Federation  
Translators without Borders – US  
Türkiye İş Kadınları Derneği  
Turnstone Global  
Ukrainian Charity Fund “Social Partnership”  
Unchained at Last  
Union C  
United Zo Organization (USA)  
UP Planning and Development Research Foundation  
US Climate Plan  
Utpidit Samaj Sarokar Kendra, Pokhara  
Virutcham Magalir Munnetra Kalzangiam  
World Peace Volunteers  
World Share  
Young Heart Foundation

**Nouvelles demandes dont l’examen a été reporté**

41. Le Comité a décidé de reporter l’examen des demandes d’admission des 93 organisations non gouvernementales ci-après jusqu’à réception des réponses aux questions qu’il leur a posées à sa session ordinaire de 2017 :

Action pour la promotion du développement  
Africa Youth Growth Foundation  
African Women Chartered Accountants Forum  
Aid Organization  
AIM Education and Research Society  
Albert Kunstadter Family Foundation  
Al-Hasaniya Moroccan Women’s Project  
Alliance des avocats pour les droits de l’homme  
Alliance internationale pour la défense des droits et des libertés  
Alliance pour la solidarité et le partage en Afrique-Jeunesse pour intégration culturelle et sociale

American Human Rights Council  
AMPHTS  
Arab Council for Supporting Fair Trials  
Association d'assistance aux grands handicapés à domicile  
Association de la continuité des générations  
Association M'zab prévention routière et développement  
Association marocaine de planification familiale  
Association organisation populaire pour l'enseignement des droits humains  
Canadian Council for Refugees  
Caribbean Natural Resources Institute  
Center for Assistance to Justice and Animation for Development  
Comisión Unidos Vs Trata  
Comité des observateurs des droits de l'homme  
Community Empowerment and Development Initiative, Warri  
Council for a Parliament of World Religions  
Deutsche Welthungerhilfe  
Diakonia  
Dream Touch for All  
Drishti Foundation Trust  
Embajada Mundial de Activistas por la Paz  
Emmanuel Development Association  
Emperor Gaza International Foundation  
European Centre for Democracy and Human Rights  
Family Life Association of Swaziland  
Family Policy Institute  
Formation Awareness and Community Empowerment Society Pakistan  
GenderCC – Women for Climate Justice  
Global Peace Foundation  
Ilankai Tamil Sangam  
Imam Khomeini Relief Foundation  
INA (Māori, Indigenous and South Pacific) HIV/AIDS Foundation  
Initiative for Youth Awareness on Climate Change  
Initiative pour le développement de l'Afrique  
Institut international de recherches pour la paix à Genève

International Centre for Development Initiatives  
International Centre for Leadership Development Nigeria  
International Human Rights Council  
International Mayor Communication Centre  
International Right of Way Association  
Jerusalem Institute of Justice  
Jeunesse étudiante tamoule  
JP Foundation  
Keeping Children Safe  
Legal Advice Centre  
Malteser International  
Millennium Network for Community Development Initiative  
Mkokoteni Aid Development Organization  
National Centre for Promotion of Employment for Disabled People  
Navjivan Foundation  
NDLH International – Network of International Diplomacy, International Law and Human Rights  
New Woman Foundation  
Niger Delta Budget Monitoring Group  
Nigerian Council  
Orion Projects Private  
Orji Uzor Kalu Foundation  
Pak Special Persons Welfare Society  
Pak Women  
Pakistan International – Human Rights Organization  
Pan African Climate Justice Alliance  
Pirate Parties International Headquarters  
Red Elephant Foundation  
Relieve  
Reviving Hope Uganda  
Right Livelihood Award Foundation  
Rights and Resources Institute  
Roads of Success  
Rwenzori Center for Research and Advocacy



SAE International  
 Saviour USA – One World Charity  
 Settlement Services International  
 Slum Child Foundation  
 Solidarity for Peace and Reunification of Korea  
 Somali Youth Development Foundation  
 Standards Charter  
 Stichting Pro Papua  
 Trust in Development  
 White Ribbon Alliance for Safe Motherhood  
 Women and Child Watch Initiatives  
 Women’s Rights and Health Project  
 World Learning  
 Youth for a Better World  
 Youth in Action Balochistan  
 Youth RISE

#### **Demandes de reclassement**

42. À ses 6<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> séances, les 1<sup>er</sup> et 6 février, le Comité a examiné cinq demandes de reclassement, dont trois nouvelles, qui figurent dans le document publié sous la cote [E/C.2/2017/R.3](#), et deux dont l’examen avait été reporté, qui figurent dans le document publié sous la cote [E/C.2/2017/CRP.2](#). Il a décidé de reporter l’examen de la demande de reclassement des trois organisations non gouvernementales ci-après jusqu’à réception des réponses aux questions qu’il leur avait posées :

International Campaign to Ban Landmines  
 Universal Peace Federation  
 Widows for Peace through Democracy

#### **Demande de fusion**

43. À sa 7<sup>e</sup> séance, le 2 février, le Comité a examiné une nouvelle demande, présentée par l’organisation Social Service Agency of the Protestant Church in Germany (dotée du statut consultatif spécial), qui souhaite fusionner avec l’organisation Protestant Development Service (non dotée de ce statut auprès du Conseil) pour constituer la Protestant Agency for Diakonie and Development. Le Comité a décidé de reporter l’examen de la demande de fusion jusqu’à réception des réponses aux questions qu’il avait posées.

#### **Demandes de changement de nom**

44. À sa 13<sup>e</sup> séance, le 7 février, le Comité a examiné sept nouvelles demandes de changement de nom présentées par des organisations non gouvernementales dotées

du statut consultatif; ces demandes figurent dans le document publié sous la cote [E/C.2/2017/CRP.4](#). Il a décidé de prendre note du changement de nom de six des organisations [voir chap. I, projet de décision I, al. c)] et de reporter l'examen des demandes de changement de nom de l'organisation ci-après, jusqu'à réception des réponses aux questions qu'il lui avait posées :

Catholic Family and Human Rights Institute en C-Fam

**Demandes d'organisations souhaitant être rayées de la liste des organisations dotées du statut consultatif**

45. À sa 13<sup>e</sup> séance, le 7 février, le Comité a pris note de la demande présentée par une organisation non gouvernementale qui souhaite être rayée de la liste des organisations dotées du statut consultatif (voir chap. I, projet de décision VI).

### **III. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil**

#### **A. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen avait été reporté à la reprise de la session du Comité**

46. À ses 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> séances, les 6 et 7 février, le Comité était saisi d'un memorandum du Secrétaire général contenant la liste des 90 rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif général ou spécial auprès du Conseil et portant sur les activités menées pendant la période 1998-2014, dont l'examen avait été reporté lors de sessions antérieures (voir [E/C.2/2017/CRP.3](#)). Le Comité a pris note du rapport des 16 organisations ci-après [voir chap. I, projet de décision I, al. d)] :

Academy of Criminal Justice Sciences (2011-2014)

Amman Center for Human Rights Studies (2010-2013)

Associated Country Women of the World (2011-2014)

Association for Progressive Communications (2011-2014)

Caritas Internationalis (2011-2014)

Conectas Direitos Humanos (2010-2013)

Coordinating Committee for International Voluntary Service (2010-2013)

Credo-Action (2011-2014)

Federation of Western Thrace Turks in Europe (2010-2013)

Forum for Women and Development – FOKUS (2011-2014)

Franciscans International (2011-2014)

Lassalle-Institut (2011-2014)

OISCA International, South India Chapter (2011-2014)

Priests for Life (2011-2014)

Society for Threatened Peoples (2005-2008)

Society for the Protection of Unborn Children (2011-2014)

47. Le Comité a décidé de reporter à nouveau l'examen des 74 rapports quadriennaux présentés par les 61 organisations non gouvernementales suivantes :

AARP (2011-2014)

Amnesty International (2008-2011)

Armenian Assembly of America (2007-2010)

Armenian Assembly of America (2011-2014)

Asociatia Pro Democratia (2007-2010)

Catholics for Choice (2010-2013)

Catolicas por el Derecho a Decidir (2009-2012)

Centrist Democratic International (1998-2001)

Centrist Democratic International (2002-2005)

Centrist Democratic International (2006-2009)

Centrist Democratic International (2010-2013)

Club of Madrid (2011-2014)

Conscience and Peace Tax International (2011-2014)

Cross-Cultural Solutions (2011-2014)

EarthRights International (2008-2011)

Egyptian Organization for Human Rights (2010-2013)

End Human Trafficking Now (2007-2010)

European Centre for Law and Justice (2011-2014)

Federación Internacional de Fe y Alegría (2011-2014)

France libertés : Fondation Danielle Mitterrand (2007-2010)

France libertés : Fondation Danielle Mitterrand (2011-2014)

Freedom House (2007-2010)

Freedom House (2011-2014)

Global Environmental Action (2009-2012)

Heritage Foundation (2011-2014)

Human Rights First (2007-2010)

Human Rights First (2011-2014)

Human Rights House Foundation (2011-2014)

Human Rights Watch (2009-2012)  
Institute of Inter-Balkan Relations (2010-2013)  
International Association for Religious Freedom (2011-2014)  
International Bar Association (2011-2014)  
International Commission of Jurists (2009-2012)  
International Federation of Journalists (2005-2008)  
International Federation of Journalists (2009-2012)  
International Fellowship of Reconciliation (2011-2014)  
International PEN (2006-2009)  
International Press Institute (2001-2004)  
International Press Institute (2005-2008)  
International Press Institute (2009-2012)  
International Service for Human Rights (2011-2014)  
International Social Service (2011-2014)  
International Union of Socialist Youth (2005-2008)  
Kimse Yok Mu (2010-2013)  
Medical Women's International Association (2011-2014)  
Minhaj-ul-Quran International (2011-2014)  
National Council of Women of Thailand (2000-2003)  
Nonviolent Peaceforce (2011-2014)  
Organization for Industrial, Spiritual and Cultural Advancement – International (2011-2014)  
Pathfinder International (2011-2014)  
Pax Christi International (2011-2014)  
Physicians for Human Rights (2011-2014)  
Planned Parenthood Federation of America (2011-2014)  
Redress Trust (2011-2014)  
Reporters sans frontières international (2005-2008)  
Reporters sans frontières international (2009-2012)  
Robert F. Kennedy Center for Justice and Human Rights (2009-2012)  
Royal Institution of Chartered Surveyors (2011-2014)  
Simon Wiesenthal Center (2011-2014)  
Simply Help (2009-2012)  
Society for Industrial and Organizational Psychology (2011-2014)

Sulabh International (2011-2014)  
 Tandem Project (2011-2014)  
 Temple of Understanding (2011-2014)  
 Ukrainian World Congress (2003-2006)  
 Ukrainian World Congress (2007-2010)  
 Ukrainian World Congress (2011-2014)  
 Unitarian Universalist Service Committee (2009-2012)  
 Women for Women's Human Rights – New Ways (2009-2012)  
 World Alliance of Young Men's Christian Associations (2011-2014)  
 World Council of Arameans (Syriacs) (2007-2010)  
 World Jewish Congress (2011-2014)  
 World Organisation against Torture (2010-2013)  
 World Safety Organization (2011-2014)

**B. Examen des rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil**

48. À ses 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> séances, le 6 février, le Comité a examiné le point 4 b) de son ordre du jour, intitulé « Examen des rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil ». Il était saisi de notes du Secrétaire général contenant 360 nouveaux rapports quadriennaux ([E/C.2/2017/2](#) et [E/C.2/2017/2/Add.1-23](#)). Il a pris acte de 336 d'entre eux [voir chap. I, projet de décision I, al. d)] et décidé de reporter l'examen des rapports des 24 organisations non gouvernementales suivantes :

Advocates for Human Rights (2012-2015)  
 Amnesty International (2012-2015)  
 Asian Forum for Human Rights and Development (2012-2015)  
 Centre for Human Rights (2012-2015)  
 Christian Conference of Asia (2012-2015)  
 CIVICUS: World Alliance for Citizen Participation (2012-2015)  
 East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project (2012-2015)  
 Foundation for Human Rights and Freedoms and Humanitarian Relief (2012-2015)  
 Front Line: International Foundation for the Protection of Human Rights Defenders (2012-2015)

Gazeteciler ve Yazarlar Vakfı (2012-2015)\*<sup>2</sup>  
Human Rights Now (2012-2015)  
International Association for Media and Communication Research (2012-2015)  
International Centre for Missing and Exploited Children (2012-2015)  
International Council on Social Welfare (2012-2015)  
International Federation for Human Rights Leagues (2012-2015)  
International Humanist and Ethical Union (2012-2015)  
Iraqi Development Organization (2012-2015)  
Lawyers Without Borders (2012-2015)  
Mahila Dakshata Samiti (2012-2015)  
Minority Rights Group (2012-2015)  
People's Solidarity for Participatory Democracy (2012-2015)  
Restless Development (2012-2015)  
World Habitat Foundation (2012-2015)  
World Hunger Year (2012-2015)

#### **IV. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat**

49. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 30 janvier, le Comité a examiné conjointement le point 5 de son ordre du jour, intitulé « Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat », et le point 8, intitulé « Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG », et entendu des rapports oraux présentés par des membres du Secrétariat.

50. Le Service des organisations non gouvernementales a souligné que les ressources étaient insuffisantes pour faire face à une charge de travail toujours croissante, notamment pour ce qui était du traitement des demandes d'admission et des rapports quadriennaux que lui présentaient chaque année des organisations non gouvernementales, ainsi que de l'appui qu'il fournissait à cet égard dans le cadre du système sans papier du Comité. La pression s'était particulièrement fait sentir pendant la session en cours, la charge de travail du Service en 2017 ayant de loin dépassé sa capacité d'honorer ses engagements alors que ses ressources n'avaient pas augmenté en conséquence. Au vu des circonstances, le risque que les demandes d'admission en souffrance s'accroissent s'était considérablement accru et des organisations non gouvernementales avaient de ce fait obtenu le statut consultatif

---

\* Nom dont la traduction en anglais est « Journalists and Writers Foundation ».

<sup>2</sup> Le Comité a reporté l'examen du rapport quadriennal de l'organisation pour la période 2012-2015 dans l'attente de la décision du Conseil concernant le retrait du statut consultatif que le Comité a recommandé.

auprès du Conseil avec un retard excessif, comme l'avaient souligné le Directeur du Bureau de l'appui au Conseil économique et social et de la coordination du Département des affaires économiques et sociales dans sa déclaration liminaire et le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales dans une lettre adressée au Président du Comité. Le Service a par conséquent encouragé le Comité à réfléchir aux moyens de soutenir les activités du Service de façon à lui permettre de satisfaire pleinement à ses obligations au titre de la résolution 1996/31.

## **V. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil, notamment en ce qui concerne le processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil**

51. À la suite de la demande du représentant de la Chine d'arrêter la diffusion vidéo en direct de la partie consacrée aux questions et réponses de la session du Comité, le 6 février 2017, il a été convenu, à titre provisoire et par consensus, d'afficher les demandes des organisations à l'examen sur les écrans de la salle de conférence. Le Comité se pencherait sur la question lors d'une prochaine réunion consacrée aux méthodes de travail afin qu'il puisse dûment l'examiner au début de sa prochaine session. La solution trouvée pour cette session était provisoire.

## **VI. Examen de rapports spéciaux et plaintes d'États Membres**

52. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 30 janvier 2017, le Comité a examiné le point 7 de l'ordre du jour, intitulé « Examen des rapports spéciaux ». La représentante de la Turquie s'est référée à une lettre datée du 23 janvier 2017 (voir annexe II), qui avait été distribuée aux membres du Comité et qui portait sur une demande de retrait du statut consultatif de trois organisations turques auprès du Conseil. Ces organisations avaient été dissoutes au motif qu'elles appartenaient ou étaient affiliées ou liées à l'organisation terroriste fethullahiste (FETO), qui avait orchestré la tentative de coup d'état du 15 juillet 2016 ayant porté atteinte à l'ordre constitutionnel turc. Précisant que l'objet de l'intervention de sa délégation ainsi que de la lettre qui avait été distribuée était d'informer le Comité du statut juridique actuel des organisations concernées, à savoir Kimse Yok Mu, Gazeteciler ve Yazarlar Vakfi\* et Turkiye Isadamlari ve Sanayiciler Konfederasyonu, elle a précisé que le décret ayant force de loi en application duquel ces organisations avaient été dissoutes avait été publié le 23 juillet 2016 et approuvé en tant que loi par le Parlement turc. Ces organisations ayant en tant que telles été déchues de leur personnalité juridique et ayant cessé leurs activités, leur statut consultatif n'avait plus lieu d'être. Les représentants de l'Azerbaïdjan, de l'Inde, du Pakistan et du Burundi ont exprimé leur appui à la demande de la Turquie.

---

\* Nom dont la traduction en anglais est « Journalists and Writers Foundation ».

53. La représentante des États-Unis a pris la parole pour demander que les organisations concernées soient invitées à fournir des précisions avant la poursuite du débat, soulignant la gravité des accusations, et a suggéré de suivre le règlement intérieur et les pratiques adoptées dans le passé. Concernant les pratiques suivies par le passé, le Secrétaire du Comité a indiqué qu'une demande similaire avait été faite deux ans plus tôt concernant une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif. À l'époque, le Comité avait accepté de demander des précisions à l'organisation concernée avant de recommander le retrait de son statut consultatif, ce qu'il avait fait une semaine plus tard après avoir obtenu une réponse. Il a précisé que la situation était différente dans le cas présent dans la mesure où un retrait immédiat du statut consultatif était demandé.

54. Appuyant la demande de la Turquie, le représentant de la Chine a déclaré que, selon lui, l'explication de la Turquie était suffisante pour justifier la demande de retrait puisque les trois organisations ne répondaient plus au critère énoncé au paragraphe 2 de la résolution 1996/31. La représentante des États-Unis a répondu qu'il ne s'agissait pas d'une question de fond, mais de précédent. Elle a noté que, dans le cas de l'organisation Journalists and Writers Foundation, la dissolution n'était pas d'ordre technique et que, puisque l'organisation était maintenant enregistrée aux États-Unis, elle existait toujours. Elle a ajouté que la Turquie avait refusé de donner des précisions sur les liens qu'entretenait l'organisation avec le terrorisme. Sa délégation ne souscrivait par conséquent pas aux arguments techniques et continuerait de s'opposer à la motion.

55. Le représentant du Soudan a appuyé la demande de la Turquie. Le représentant de Cuba a pris acte des graves allégations et a remercié le Secrétaire d'avoir mentionné le précédent, qui concernait une organisation qui ne relevait pas d'un pays de l'un des membres du Comité. Toutefois, dans le cas présent, le pays concerné était membre du Comité et pouvait l'informer directement. La situation était donc différente.

56. La représentante de la Turquie a pris la parole pour expliquer que les trois organisations avaient été dissoutes en application d'un décret-loi adopté en Turquie, réaffirmant qu'elles n'étaient plus dotées de la personnalité juridique et qu'il n'y avait donc plus lieu de maintenir leur statut consultatif. S'agissant de l'organisation à laquelle la représentante des États-Unis avait fait référence, elle a ajouté que lorsque l'organisation avait fait sa demande d'admission et lorsqu'elle avait obtenu le statut consultatif, elle n'était enregistrée qu'en Turquie, où son siège était établi. Elle a ajouté qu'étant donné que la décision de lui accorder le statut consultatif était fondée sur son enregistrement en Turquie et qu'elle n'y était plus enregistrée, son statut devait lui être retiré immédiatement.

57. Appuyant la Turquie, le représentant de la République bolivarienne du Venezuela a déclaré qu'il était courant pour une ONG inscrite dans un pays donné d'informer le Comité lorsqu'elle transférait son siège dans un autre pays.

58. La représentante des États-Unis a alors demandé une nouvelle fois d'obtenir des précisions auprès des organisations concernées et de suivre le règlement intérieur et le précédent. Elle s'est donc opposée à la demande de la Turquie. Le représentant du Soudan a maintenu que, puisque les organisations n'existaient plus, le Comité devait directement procéder à un vote.



59. Le Président a expliqué qu'un vote avait été demandé pour recommander le retrait du statut consultatif de ces trois organisations auprès du Conseil, après quoi la représentante des États-Unis a présenté une motion d'ordre, partant du principe que la proposition initiale était de procéder immédiatement au retrait, ce à quoi les États-Unis s'étaient déjà opposés. Elle a demandé au Président de préciser si le Comité devait voter tout de suite ou demander des informations aux organisations avant le vote conformément au paragraphe 56 de la résolution 1996/31, qui disposait que l'organisation concernée devait être informée par écrit des raisons de la recommandation et devait avoir la possibilité d'y répondre.

60. Le représentant du Soudan a fait observer qu'il pourrait y avoir deux votes, le premier sur la question de savoir si le Comité devait mettre la demande de la représentante des États-Unis aux voix, le deuxième sur le retrait du statut consultatif.

61. À la suite de ces déclarations, un vote a été demandé pour décider de reporter ou non le vote concernant le retrait du statut, comme demandé par les États-Unis. La proposition de reporter le vote a été rejetée à l'issue d'un vote par appel nominal par 14 voix contre 2, avec 2 abstentions. Dix-huit des 19 membres du Comité étaient présents et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

États-Unis d'Amérique, Israël

*Ont voté contre :*

Afrique du Sud, Azerbaïdjan, Burundi, China, Cuba, Guinée, Inde, Iran (République islamique d'), Mauritanie, Nicaragua, Pakistan, Soudan, Turquie, Venezuela (République bolivarienne du)

*Se sont abstenus :*

Fédération de Russie, Uruguay

*Étaient absents :*

Grèce

62. Après le vote, le Comité a mis aux voix les propositions de retirer le statut consultatif des trois organisations, une à une. Concernant la première organisation, Kimse Yok Mu, le Comité a recommandé d'approuver la demande de retrait du statut consultatif faite par la Turquie à l'issue d'un vote par appel nominal, par 16 voix contre néant, avec 2 abstentions. Dix-huit des 19 membres du Comité étaient présents et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Afrique du Sud, Azerbaïdjan, Burundi, Chine, Cuba, Fédération de Russie, Grèce, Guinée, Inde, Iran (République islamique d'), Mauritanie, Nicaragua, Pakistan, Soudan, Turquie, Venezuela (République bolivarienne du)

*Se sont abstenus :*

États-Unis d'Amérique, Uruguay

*Étaient absents :*

Israël

63. Avant de procéder au vote suivant, la représentante des États-Unis a fait part de l'inquiétude de sa délégation concernant la répression, à l'échelle mondiale, d'organisations de la société civile et la fermeture d'espaces civiques et a précisé que les États-Unis ne s'opposaient à l'accréditation ou à la révocation de l'accréditation d'organisations non gouvernementales que lorsqu'il était question de terrorisme ou d'activités criminelles connexes. Revenant sur le vote qui venait d'avoir lieu, elle a dit que, bien qu'inquiète de la décision de ne pas suivre le précédent, sa délégation s'était abstenue dans la mesure où l'organisation avait cessé ses activités et n'était plus enregistrée dans aucun État Membre.

64. Avant le troisième vote, la représentante de la Turquie a expliqué que celui-ci portait sur le retrait du statut consultatif de l'organisation sous son nom turc de Gazeteciler ve Yazarlar Vakfı, tel que figurant dans le document E/2015/INF/5, ainsi que dans le rapport du Comité sur sa session ordinaire de 2012. La représentante des États-Unis a déclaré que l'organisation devait être appelée Journalists and Writers Foundation, telle qu'inscrite dans la base de données du Service des organisations non gouvernementales. Elle a indiqué que son pays regrettait que le Comité n'ait pas eu plus de temps pour étudier la lettre relative à l'organisation Journalists and Writers Foundation et que cette dernière n'ait pas pu répondre aux allégations formulées dans la lettre. Elle a ajouté que l'organisation ne pouvait être dissoute pour des raisons techniques puisqu'elle était enregistrée aux États-Unis et poursuivait ses activités depuis son siège à New York. Elle a énuméré un certain nombre d'événements auxquels l'organisation avait participé depuis son siège à New York et a de nouveau demandé que davantage de temps soit accordé pour obtenir une réponse de l'organisation. La représentante de la Turquie a déclaré que, puisque le fondement du statut consultatif de l'organisation, à savoir son enregistrement en Turquie, n'existait plus, son statut consultatif devait être retiré en conséquence, ajoutant que l'organisation n'était plus non plus dotée de la personnalité juridique. La représentante de la Turquie a en outre fait observer que le nom sous lequel l'organisation avait obtenu son statut consultatif en 2012 était en turc et que l'expression en anglais en était une traduction; il fallait donc, par souci de clarté, indiquer le nom original de l'organisation suivi de sa traduction anglaise entre parenthèses.

65. À la suite de ces déclarations, le Comité a recommandé, à l'issue d'un vote par appel nominal, de donner suite à la demande de la Turquie en retirant son statut consultatif à l'organisation Gazeteciler ve Yazarlar Vakfı\* par 16 voix contre 2, avec 1 abstention. Les 19 membres du Comité étaient présents et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Afrique du Sud, Azerbaïdjan, Burundi, Chine, Cuba, Fédération de Russie, Grèce, Guinée, Inde, Iran (République islamique d'), Mauritanie, Nicaragua, Pakistan, Soudan, Turquie, Venezuela (République bolivarienne du)

*Ont voté contre :*

États-Unis d'Amérique, Israël

---

\* Nom dont la traduction en anglais est « Journalists and Writers Foundation ».

*Se sont abstenus :*

Uruguay

66. Avant de passer au vote suivant, concernant l'organisation *Türkiye İşadamları ve Sanayiciler Konfederasyonu*, la représentante des États-Unis a pris la parole pour faire une nouvelle fois part de l'inquiétude de sa délégation s'agissant de la répression, à l'échelle mondiale, d'organisations de la société civile et de la fermeture d'espaces civiques. Elle a expliqué que les États-Unis ne s'opposaient à l'accréditation ou à la révocation de l'accréditation d'organisations non gouvernementales que lorsqu'il était question de terrorisme ou d'activités criminelles connexes, mais, malgré son inquiétude quant à la décision de ne pas suivre le précédent, les États-Unis s'abstiendraient de voter dans la mesure où l'ONG avait cessé ses activités.

67. Le Comité a recommandé de donner suite à la demande de la Turquie en retirant son statut consultatif à l'organisation *Türkiye İşadamları ve Sanayiciler Konfederasyonu* à l'issue d'un vote par appel nominal, par 16 voix contre néant, avec 2 abstentions. Dix-huit des 19 membres du Comité étaient présents et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Afrique du Sud, Azerbaïdjan, Burundi, Chine, Cuba, Fédération de Russie, Grèce, Guinée, Inde, Iran (République islamique de), Mauritanie, Nicaragua, Pakistan, Soudan, Turquie, Venezuela (République bolivarienne du)

*Ont voté contre :*

Néant

*Se sont abstenus :*

États-Unis d'Amérique, Uruguay

*Étaient absents :*

Israël

68. Après le vote, le Président a déclaré que les organisations concernées devaient être informées par écrit le plus rapidement possible, ce à quoi la représentante de la Turquie s'est opposée, arguant que, puisque ces organisations avaient été dissoutes, elles n'existaient plus juridiquement et le paragraphe mentionné de la résolution ne s'appliquait pas. Elle a ajouté que le rapport du Comité servirait de notification officielle de toutes les décisions prises par le Comité. La représentante des États-Unis a insisté pour que le Comité se conforme au paragraphe 56 de la résolution 1996/31, soulignant que les organisations devaient être notifiées par écrit des motifs du retrait de leur statut et que le Conseil était la seule entité compétente pour modifier les procédures qu'il avait lui-même établies.

69. À sa 2<sup>e</sup> séance, le 30 janvier 2017, le Comité a poursuivi le débat de la 1<sup>re</sup> séance. La représentante de la Turquie a pris la parole et déclaré que le paragraphe 56 de la résolution 1996/31 ne s'appliquait pas en ce qui concernait la communication de la décision du Comité de retirer le statut consultatif des organisations concernées puisque celles-ci n'existaient plus et n'étaient plus dotées de personnalité juridique.

70. Le représentant des États-Unis a répliqué qu'aucune décision d'où il ressortait que l'organisation n'existait pas n'avait été prise pendant la 1<sup>re</sup> séance et que la décision prise pendant la matinée était de recommander au Conseil de retirer le statut consultatif. La représentante de la Turquie a alors cité le paragraphe 15 de la résolution, qui disposait que l'octroi, la suspension et le retrait du statut consultatif, de même que l'interprétation des normes et décisions y relatives, étaient exclusivement du ressort des États Membres, qui exerçaient cette prérogative par l'intermédiaire du Conseil et du Comité chargé des organisations non gouvernementales. Elle a ajouté que le Comité avait examiné la question et avait déjà pris une décision à ce sujet dans le cadre du vote de procédure auquel il avait procédé à sa séance précédente.

71. Les représentants de l'Inde, du Pakistan et de l'Azerbaïdjan ont dit qu'ils n'étaient pas convaincus qu'il était justifié de contacter des entités qui n'existaient plus.

72. Le représentant des États-Unis a souligné que le rôle du Comité était uniquement de faire des recommandations et que c'était au Conseil qu'il incombait de prendre une décision finale. Il a ajouté que la décision prise plus tôt par le Comité ne portait pas sur le fait que les trois organisations n'existaient plus, en particulier en ce qui concerne l'une d'entre elles, mais uniquement sur le retrait de leur statut. Il a donc prié instamment le Comité de suivre toutes les étapes de la procédure régulière, telle qu'établie dans la résolution. En effet, dans la mesure où la résolution 1996/31 s'appliquait au retrait du statut consultatif de ces organisations, les éléments de procédure fixés dans la résolution devaient aussi s'appliquer pour les mêmes raisons.

73. Le représentant de la Chine a pris la parole et a répondu, à l'appui de la Turquie, qu'il était inutile de revoir la décision prise plus tôt et le représentant de Cuba a ajouté qu'il semblait y avoir un « vide juridique » dans la résolution concernant les organisations non gouvernementales qui avaient cessé d'exister. Le représentant des États-Unis a alors repris la parole et indiqué qu'il estimait que la question débattue à la séance précédente n'avait pas de rapport avec la question de savoir s'il fallait autoriser ou non les organisations à répondre après une recommandation de retrait de leur statut, mais portait plutôt sur la question de savoir s'il fallait prendre ou non une décision immédiate concernant ce retrait. Il n'était pas d'accord sur l'existence d'un vide juridique dans la résolution, répétant que, en sa qualité d'organe subsidiaire, le Comité n'était pas compétent pour passer outre aux dispositions d'une résolution du Conseil.

74. La représentante de la Turquie a maintenu que le paragraphe 15 énonçait clairement la compétence des États Membres pour ce qui était de l'interprétation des normes et décisions relatives à l'octroi, à la suspension et au retrait du statut, ajoutant que la majorité des États Membres penchaient en faveur de cette interprétation, et a demandé de mettre la question aux voix. Sur le plan de la procédure, le représentant des États-Unis a déclaré que s'il s'agissait d'une proposition visant à infirmer une résolution d'un organe de tutelle, à savoir le Conseil, il n'était pas du ressort du Comité de prendre une telle décision. La représentante de la Turquie a répondu que, conformément au paragraphe 15, les États Membres, par l'intermédiaire du Comité et du Conseil, étaient compétents pour se prononcer sur ces questions.

75. Notant une contradiction avec le paragraphe 56 de la résolution, le représentant des États-Unis a déclaré que la proposition mise aux voix contredisait l'autorité du Conseil et a mis en cause la compétence du Comité pour donner suite à la proposition de la Turquie. À l'issue d'un vote par appel nominal, le Comité a rejeté la motion par 14 voix contre 2, avec 1 abstention. Sur les 19 membres du Comité, 17 étaient présents et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

États-Unis d'Amérique, Israël

*Ont voté contre :*

Afrique du Sud, Azerbaïdjan, Burundi, Chine, Cuba, Fédération de Russie, Inde, Iran (République islamique d'), Mauritanie, Nicaragua, Pakistan, Soudan, Turquie, Venezuela (République bolivarienne du)

*Se sont abstenus :*

Uruguay

*Étaient absents :*

Grèce, Guinée

76. Le Comité a ensuite procédé à un vote sur la motion de la Turquie aux termes de laquelle « le Comité chargé des organisations non gouvernementales décide qu'il ne peut entrer en contact ou communiquer avec les trois organisations qui n'ont plus d'existence légale et pour lesquelles il avait recommandé le retrait du statut consultatif à sa séance du matin ». À l'issue d'un vote par appel nominal, le Comité a adopté la motion par 13 voix contre 2, avec 2 abstentions. Sur les 19 membres du Comité, 17 étaient présents et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Afrique du Sud, Azerbaïdjan, Burundi, China, Cuba, India, Iran (République islamique d'), Mauritanie, Nicaragua, Pakistan, Soudan, Turkey, Venezuela (République bolivarienne du)

*Ont voté contre :*

États-Unis d'Amérique, Israël

*Se sont abstenus :*

Fédération de Russie, Uruguay

*Étaient absents :*

Grèce, Guinée

77. Le représentant de la République bolivarienne du Venezuela a expliqué que sa délégation avait voté en faveur de la proposition par souci de cohérence avec les votes qu'il avait émis sur ces organisations plus tôt dans la session. Il a ajouté que le vote de son pays ne constituait pas une violation de la résolution 1996/31 car, selon lui, il y avait un vide juridique dans la résolution et le Comité agissait conformément à son mandat.

## **VII. Organisation de la session**

### **A. Ouverture et durée de la session**

78. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales a tenu sa session ordinaire de 2017 du 30 janvier au 8 février et le 24 février. Il a tenu 16 séances.

79. La session a été ouverte par le Président du Comité pour la session de 2016, Jorge Dotta (Uruguay).

80. À la 1<sup>re</sup> séance, le 30 janvier, le Président du Comité a fait une déclaration après la déclaration liminaire du Directeur du Bureau de l'appui au Conseil économique et social et de la coordination.

### **B. Participation**

81. Les 19 membres du Comité ont participé à la session. Les observateurs d'autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies, les observateurs d'États non membres, les représentants d'organismes des Nations Unies et les observateurs d'organisations non gouvernementales y ont également pris part. La liste des participants sera publiée sous la cote [E/C.2/2017/INF/1](#).

82. À sa session ordinaire de 2017, le Comité a entendu 15 représentants d'organisations non gouvernementales, qui ont eu la possibilité de répondre à ses questions. Les renseignements supplémentaires fournis par les représentants ont facilité le débat et aidé le Comité à se prononcer.

### **C. Élection du Bureau**

83. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 30 janvier, le Comité a élu Jorge Dotta (Uruguay) Président.

84. À sa 1<sup>re</sup> séance également, le Comité a élu Ceren Hande Özgür (Turquie) Vice-Président. À sa 10<sup>e</sup> séance, le 3 février, il a élu Farid Jabrayilov (Azerbaïdjan) Vice-Président. Il a élu ces deux membres du Bureau pour sa session ordinaire et pour la reprise de la session de 2017. Deux vice-présidents doivent encore être élus.

85. À sa 10<sup>e</sup> séance également, le Comité a pris note de l'annonce faite par le Président, selon laquelle M. Jabrayilov avait également accepté de remplir la fonction de Rapporteur.

### **D. Ordre du jour**

86. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 30 janvier 2017, le Comité a approuvé l'ordre du jour provisoire de sa session de 2017, publié sous la cote [E/C.2/2017/1](#). L'ordre du jour se lit comme suit :

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales :

- a) Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures;
  - b) Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement;
  - c) Demandes émanant d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social qui ont fusionné avec d'autres organisations non gouvernementales non dotées de ce statut.
4. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social :
- a) Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen a été reporté;
  - b) Examen des rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil.
5. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat.
6. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social s'agissant, notamment, du processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil :
- a) Processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales;
  - b) Examen des questions inscrites à l'ordre du jour du groupe de travail informel;
  - c) Questions connexes diverses.
7. Examen des rapports spéciaux.
8. Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG.
9. Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2018 du Comité.
10. Adoption du rapport du Comité.

## **VIII. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa session ordinaire de 2017**

87. À sa 15<sup>e</sup> séance, le 8 février 2017, le Comité a pris note du projet de rapport et autorisé le Rapporteur à en établir la version définitive avec l'appui du Secrétariat et en consultation avec les membres, selon qu'il conviendrait, afin qu'il soit présenté au Conseil économique et social pour que celui-ci y donne la suite voulue.

88. La 16<sup>e</sup> séance a été reportée du 21 au 24 février 2017 pour des raisons techniques. À sa 16<sup>e</sup> séance, le 24 février 2017, le Comité a adopté le présent rapport.



## Annexe I

### **Lettre datée du 31 janvier 2017, adressée au Chef par intérim du Service des organisations non gouvernementales par le Représentant permanent adjoint de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je tiens à vous informer que, conformément au paragraphe 2 de l'article 2 du décret n° 667 ayant force de loi (décret-loi n° 667) publié par le Conseil des ministres turc le 23 juillet 2016 et approuvé en tant que loi par la Grande Assemblée nationale de Turquie, les fondations et associations ainsi que leurs entreprises commerciales énumérées à l'annexe III de la présente lettre ont été dissoutes au motif qu'elles appartenaient ou étaient affiliées ou liées à l'organisation terroriste fethullahiste (FETO), qui avait orchestré la tentative de coup d'état du 15 juillet 2016 ayant porté atteinte à l'ordre constitutionnel turc.

Deux de ces organisations, dont les noms figurent ci-après, avaient présenté une demande d'admission au statut consultatif auprès du Conseil économique et social, qui était en cours d'examen. Ces demandes avaient été présentées avant la publication du décret-loi n° 667.

- İstanbul Fikir Araştırmaları Derneği – İSFAM
- Hazar Strateji Enstitüsü Derneği

Ces organisations ont été dissoutes en application du décret-loi n° 667. Elles ont par conséquent été déchues de leur personnalité juridique et ont cessé leurs activités.

Au vu de ce qui précède, la Mission permanente de la Turquie auprès des l'Organisation des Nations Unies demande de clore l'examen des demandes en question.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire porter le texte de la présente lettre à l'attention du Comité chargé des organisations non gouvernementales à sa session ordinaire, qui se tiendra du 30 janvier au 8 février 2017.

Le Représentant permanent adjoint  
(Signé) Güven **Begeç**

## Annexe II

### **Lettre datée du 23 janvier 2017, adressée au Président du Comité chargé des organisations non gouvernementales par la Mission permanente de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je tiens à vous informer que, conformément au paragraphe 2 de l'article 2 du décret n° 667 ayant force de loi (décret-loi n° 667) publié par le Conseil des ministres turc le 23 juillet 2016 et approuvé en tant que loi par la Grande Assemblée nationale de Turquie, les fondations et associations ainsi que leurs entreprises commerciales énumérées à l'annexe III de la présente lettre ont été dissoutes au motif qu'elles appartenaient ou étaient affiliées ou liées à l'organisation terroriste fethullahiste (FETO), qui avait orchestré la tentative de coup d'état du 15 juillet 2016 ayant porté atteinte à l'ordre constitutionnel turc.

Trois de ces organisations, dont les noms figurent ci-après, sont dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social :

- « Kimse Yok Mu » Dayanışma ve Yardımlaşma Derneği
- « Gazeteciler ve Yazarlar Vakfı »
- « Türkiye İşadamları ve Sanayiciler Konfederasyonu »

Ces organisations ont été dissoutes en application du décret-loi n° 667. Ces organisations ayant à ce titre été déchues de leur personnalité juridique et ayant cessé leurs activités, leur statut consultatif n'a plus lieu d'être.

Au vu de ce qui précède, ainsi que des dispositions de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, la Mission permanente de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies demande le retrait du statut consultatif de ces organisations.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire porter le texte de la présente lettre à l'attention du Comité chargé des organisations non gouvernementales à sa session ordinaire, qui se tiendra du 30 janvier au 8 février 2017.

Le Représentant permanent adjoint  
(Signé) Güven **Begeç**